
Manuel du candidat 2020-2022

JUIN 2021 – GENÈVE, SUISSE

Table des matières

1. Contexte	5
1.1 Introduction	5
1.2 Nouveautés et différences	5
2. Préparation au prochain cycle de financement	8
2.1 Veiller à la continuité du dialogue au niveau du pays	8
2.2 Planifier l'envoi	9
2.3 Réfléchir soigneusement aux besoins des systèmes de santé et communautaires	10
2.4 Mener des examens des programmes et actualiser les plans stratégiques nationaux	11
2.5 Demander une assistance technique selon que de besoin	11
2.6 Renforcer la pérennité et préparer la transition	12
2.7 Garder à l'esprit l'admissibilité des instances de coordination nationale	14
3. Allocation	16
3.1 Reconstitution des ressources	16
3.2 Admissibilité	16
3.3 Allocation	16
3.4 Investissements à effet catalyseur	17
3.5 La lettre d'allocation	18
3.6 Les cinq modes de candidature	19
3.7 Classification des portefeuilles	19
4. Établissement de la demande de financement	21
4.1 Dialogue au niveau du pays dans le cadre de l'établissement de la demande de financement	21
4.2 Confirmation de la répartition par programme	21
4.3 Demandes de financement conjointes	22
4.4 Composantes de la demande de financement	23
5. Après l'envoi	26
5.1 Groupe technique d'examen des propositions	26

5.2	Établissement des subventions	27
5.3	Comité d'approbation des subventions	27
5.4	Signature des subventions	28
5.5	Informations publiées	29
6.	Informations supplémentaires sur les fonds de contrepartie	30
6.1	Conditions d'attribution de fonds de contrepartie	30
7.	Informations supplémentaires sur l'établissement de systèmes résistants et pérennes pour la santé	32
7.1	Questions à poser dans le cadre du dialogue au niveau du pays	32
7.2	Questions à poser dans le cadre de l'établissement des demandes de financement	32
8.	Informations supplémentaires sur la pérennité, la transition et le cofinancement	35
8.1	Cofinancement	35
8.2	Exigences de centrage des candidatures	41
9.	Informations supplémentaires sur les critères d'admissibilité des instances de coordination nationale	43
9.1	Documents de conformité aux critères d'admissibilité 1 et 2 des instances de coordination nationale	43
9.2	Normes minimales pour les maîtres d'œuvre	44
9.3	Étude de cas : Préparation d'une demande de financement transparente et ouverte par la Géorgie	44
10.	Supplément d'information sur les populations clés et vulnérables	46
10.1	Populations clés dans le contexte du VIH	46
10.2	Populations clés dans le contexte de la tuberculose	46
10.3	Populations vulnérables dans le contexte du paludisme	46

11. Liste des acronymes	48
11.1 Liste des abréviations utilisées couramment	48
12. Liste récapitulative des principaux documents nécessaires pour la demande de financement	49
13. Guide des ressources liées au cycle de financement 2020-2022	53

1. Contexte

Remarque : La présente version du Manuel du candidat a été publiée en mai 2021. Cette édition contient des références actualisées à des documents, fournit des éclaircissements sur la répartition du programme et comprend la liste récapitulative des principaux documents nécessaires pour la demande de financement.

En raison de l'évolution rapide du dispositif de riposte au COVID-19 (C19RM) du Fonds mondial, ce manuel ne contient pas de directives au sujet du C19RM. Nous encourageons plutôt les candidats à se rendre sur le [site Web consacré aux demandes de financement C19RM](#), en particulier pour obtenir des renseignements relatifs aux communautés, aux droits humains, aux questions de genre, au dialogue inclusif au niveau des pays, et à l'atténuation des répercussions du COVID-19 sur les services et les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

1.1 Introduction

Le Manuel du candidat a vocation à faciliter la préparation des demandes de financement relevant du cycle de financement 2020-2022. Il fournit des informations pratiques sur les différentes étapes du processus de candidature et présente les meilleures pratiques connexes. Les ressources et outils disponibles à chaque étape sont également indiqués.

Il vise à fournir un récapitulatif des étapes clés menant à l'obtention d'un financement du Fonds mondial. Le processus qu'il décrit et qui fait foi est celui présenté dans la Note de politique opérationnelle du Fonds mondial sur [la conception et l'examen des demandes de financement \(période d'allocation 2020-2022\)](#)¹.

Remarque : En règle générale, le terme « instances de coordination nationale » (ICN) désigne aussi les instances de coordination régionales, les organisations régionales et les entités autres qu'une ICN.

1.2 Nouveautés et différences

Dans le cadre des préparations liées au nouveau cycle de financement, le Fonds mondial a demandé aux candidats, équipes de pays et partenaires de lui indiquer les points forts de sa procédure de candidature et ce qui pourrait être amélioré. À la lumière de ces observations, nous avons apporté quelques modifications. Voici les cinq éléments nouveaux ou différents de la procédure de candidature pour le cycle de financement.

1. Procédure améliorée, pas repensée

Nos partenaires nous ont demandé de continuer à simplifier la demande de financement, mais pas d'y apporter de modifications majeures. Tenant compte de ce conseil, nous avons apporté de légères améliorations pour rendre nos procédures de candidature encore plus fluides. Cela signifie que les candidats peuvent se concentrer sur la mise en œuvre des programmes et l'impact à obtenir, plutôt que de devoir prendre connaissance des nouvelles exigences et y répondre.

¹ « Conception et examen des demandes de financement (période d'allocation 2020-2022) », à partir de la page 13/section 1.1 du « Manuel des politiques opérationnelles », disponible dans les « Documents programmatiques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/governance-policies/>

2. Candidature simplifiée pour les pays « ciblés »

Nous avons ajouté **une nouvelle façon de faire une demande** : la candidature adaptée aux portefeuilles ciblés. Cette méthode est adaptée aux pays dont les sommes allouées et la charge de morbidité sont moindres, ce qui les range dans la catégorie des portefeuilles ciblés pour le Fonds mondial. La candidature simplifiée reflète la nature ciblée des investissements du Fonds mondial et garantit l'obtention de l'impact le plus marqué possible.

Les pays au portefeuille ciblé qui s'affranchissent des financements du Fonds mondial utiliseront également la même candidature qui, combinée à une annexe sur la transition, constitue la candidature adaptée à la transition.

En différenciant davantage les modes de présentation et d'examen des demandes de financement, nous avons créé une méthode plus simple que peuvent utiliser près de la moitié des pays qui bénéficient d'une somme allouée par le Fonds mondial.

Les autres modalités de candidature sont similaires à celles du cycle précédent, avec de légères améliorations pour le nouveau cycle : demandes adaptées aux plans stratégiques nationaux, reconduction de programme et examen complet.

3. Accent sur l'intégration des systèmes

Nous nous employons à garantir l'efficacité et l'efficience de nos investissements liés aux systèmes de santé.

À ces fins, nous encourageons les candidats à :

- **axer leurs efforts sur les résultats** : Mesurer les résultats des investissements liés à l'établissement de systèmes résistants et pérennes pour la santé (SRPS) plus rigoureusement au regard de l'amélioration des résultats des systèmes de santé et des programmes de lutte contre les maladies.
- **promouvoir l'innovation** : Tester des innovations ambitieuses et les évaluer rigoureusement. Les innovations doivent être pratiques et proposer une utilisation efficace des ressources limitées.
- **penser en termes de systèmes** : Passer d'un soutien à court terme, centré sur les intrants, à une démarche plus stratégique fondée sur les systèmes. À ces fins, les candidats doivent déterminer les besoins liés au VIH, à la tuberculose, au paludisme et aux programmes de santé connexes, et au système de santé dans sa globalité, notamment au niveau communautaire. Ils sont encouragés à réfléchir à la façon dont les contraintes courantes des systèmes telles que les systèmes de laboratoires, la chaîne d'approvisionnement ou les ressources humaines entravent les progrès face aux maladies.
- **tenir compte des questions d'équité** : Proposer des investissements conçus pour atteindre tout le monde, en gardant à l'esprit que le VIH, la tuberculose et le paludisme touchent certains groupes de populations de manière disproportionnée, notamment les foyers les plus pauvres, les femmes et les enfants, et des populations clés ou vulnérables spécifiques, selon les épidémies.

Les démarches centrées sur les systèmes offrent une efficacité et une efficience accrues en matière d'amélioration des résultats sanitaires pour tous et de pérennité des investissements.

Des informations supplémentaires sur l'intégration des systèmes sont présentées dans la [SRPS](#)².

4. Nouvel outil pour les demandes de financement fondées sur les données

Nous avons lancé un nouvel outil afin d'appuyer la création et l'examen de la demande de financement : les **tableaux de données essentielles**.

²« Note d'information Mise en place de systèmes résistants et pérennes pour la santé avec les investissements du Fonds mondial », disponible dans la section « Notes d'information de base » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

Pour la nouvelle période d'allocation, le Fonds mondial a prérenseigné dans ces tableaux les données les plus récentes dont ses partenaires de la santé mondiale et lui-même disposent sur les informations démographiques, les composantes de maladie et les questions transversales.

Les équipes de pays envoient ces tableaux aux candidats, qui n'ont pas besoin de valider les données, puisqu'elles sont fournies par les partenaires techniques et proviennent de sources officielles. Cependant, ils sont encouragés à ajouter des données plus actuelles, si celles-ci sont disponibles. Les données fournies dans les tableaux complètent les informations contextuelles que les candidats fourniront dans la demande de financement, de sorte qu'il sera encore plus facile d'identifier et de justifier les demandes par ordre de priorité sur la base de l'analyse de données.

Les tableaux de données essentielles soutiendront également la procédure d'examen de la demande de financement, en fournissant au Comité technique d'examen des propositions un ensemble de données de référence uniformes et normalisées afin d'appuyer la prise de décision.

Les tableaux des données essentielles sont téléchargeables sur le site Web du Fonds mondial³.

5. Demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée

La demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée est un élément essentiel de la demande de financement. Afin de garantir que tous les candidats disposent d'interventions prêtes à être intégrées dans des subventions dès lors qu'un nouveau financement est identifié, la demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée doit à présent être envoyée en même temps que la demande de financement.

La demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée dresse une liste d'interventions chiffrées et organisées par ordre de priorité pour lesquelles un financement est nécessaire, mais qui ne peuvent pas être financées avec la somme allouée au pays. Le montant demandé dans la demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée devrait équivaloir à 30 % du montant de la somme allouée au minimum. Les interventions proposées jugées techniquement fiables sont inscrites au registre des demandes de qualité non financées⁴ du Fonds mondial.

Lors du cycle de financement 2017-2019, plus de 1,2 milliard de dollars US ont été alloués au financement d'interventions du registre des demandes de qualité non financées⁵.

Un cours succinct sur la demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée est disponible dans chaque module de formation en ligne, sous « Élaboration d'une demande de financement » selon les différentes démarches⁶.

Pour en savoir plus sur le Fonds mondial, le cycle de financement et les éléments qui composent une demande de financement, notre plateforme iLearn contient une liste de lecture d'apprentissage⁷ à l'intention des candidats.

³ « Tableaux des données essentielles (A-L) » et « Tableaux des données essentielles (M-Z) », sous Demandes de financement : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/materials/>

⁴ « Registre des demandes de qualité non financées 2020-2022 » (en anglais), sous « Documents relatifs au registre des demandes de qualité non financées » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/implementation/>

⁵ « Registre des demandes de qualité non financées 2017-2019 » (en anglais), sous « Documents relatifs au registre des demandes de qualité non financées » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/implementation/>

⁶ Une formation en ligne est disponible pour chaque démarche de candidature dans la section du site Web sur les démarches de candidature. L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire : <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

⁷ Le lien peut vous diriger vers la page de connexion. L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire. Une fois connecté, cliquez de nouveau sur le lien pour accéder à la liste de lecture, ou rendez-vous à « Applicants Start Here! » dans les cours en anglais, dans le menu des formations en ligne concernant le cycle de financement 2020-2022 : <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

Les recommandations ci-après aideront les candidats à préparer leurs demandes de financement :

2. Préparation au prochain cycle de financement

2.1 Veiller à la continuité du dialogue au niveau du pays

Le dialogue au niveau du pays fait référence au processus permanent engagé dans le pays, qui doit inclure une grande diversité de parties prenantes, dont la société civile, les populations clés et vulnérables⁸, les jeunes, les adolescentes et les jeunes femmes, les maîtres d'œuvre, les organisations confessionnelles, les gouvernements, les milieux universitaires, le secteur privé, les bailleurs de fonds, ainsi que les partenaires bilatéraux, multilatéraux et techniques. Il vise à optimiser l'impact des initiatives liées à l'amélioration de la santé. Dans le contexte du Fonds mondial, le dialogue au niveau du pays vise à définir des stratégies et activités nationales appropriées afin d'éliminer les épidémies de VIH et de tuberculose, et d'éradiquer le paludisme. Il doit être initié et dirigé par les pays, et sera plus ou moins formel selon les pays.

Différents groupes se succèdent, aux diverses étapes du cycle de financement, pour coordonner les contributions des autres partenaires au dialogue au niveau du pays.

Demande de financement :

Les ICN dirigent le dialogue au niveau du pays. Un des critères d'admissibilité exige des candidats qu'ils apportent la preuve que la demande de financement a été élaborée selon une procédure transparente et ouverte, assurant la participation d'un large éventail de parties prenantes, dont la société civile et les populations clés et vulnérables.

Établissement des subventions :

Les récipiendaires principaux (RP), sous la supervision de l'ICN, dirigent le dialogue au niveau du pays, qui est axé sur l'établissement des subventions du Fonds mondial. Ce dialogue doit éclairer la conception du programme afin que les interventions touchent les populations pertinentes.

Mise en œuvre des subventions :

L'ICN et les RP dirigent ensemble le dialogue au niveau du pays, qui est axé sur le renforcement de l'impact et de l'efficacité des subventions du Fonds mondial. Ce dialogue permanent facilite la mise en œuvre des subventions par le RP et les principaux maîtres d'œuvre.

- Assurez-vous que les calendriers d'élaboration des demandes de financement soient largement diffusés, à l'avance. Ce conseil vaut aussi pour la planification des consultations dans le cadre du dialogue au niveau du pays.
- Consultez les organisations de la société civile représentant les populations les plus exposées au risque.
- Pensez aux outils en ligne comme les enquêtes en ligne et les entretiens par courriel qui préservent l'anonymat des populations clés et vulnérables.
- Le dialogue au niveau du pays est plus efficace quand les populations clés et vulnérables le dirigent, y participent et le soutiennent. C'est l'application du principe « rien de ce qui nous concerne ne doit se faire sans nous ».

⁸ Les populations clés et vulnérables sont présentées au chapitre 10 : « Supplément d'information sur les populations clés et vulnérables ».

Pour tout supplément d'information sur le dialogue au niveau du pays, référez-vous aux documents ci-après :

[La page du site Web du Fonds mondial consacrée au dialogue au niveau du pays](#)⁹

[La formation en ligne sur le dialogue inclusif au niveau des pays](#)¹⁰

[Notre engagement : Portraits d'une mobilisation communautaire efficace dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#)¹¹

[Faire travailler l'argent pour les jeunes : un outil de participation pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#)¹²

[Travailler ensemble : Un guide dirigé par la communauté pour une implication significative dans les réponses nationales au VIH](#)¹³

2.2 Planifier l'envoi

Le Fonds mondial a défini les dates d'envoi des demandes de financement et les périodes d'examen correspondantes. Trois périodes d'examen des demandes de financement sont planifiées en 2020, et trois en 2021. Chaque période supplémentaire sera annoncée sur le [site Web du Fonds mondial](#)¹⁴.

Période	Date d'envoi	Dates des examens techniques
1	23 mars 2020	Du 27 avril au 2 mai 2020
2	25 mai 2020	Du 29 juin au 5 juillet 2020
3	31 août 2020	Du 5 au 11 octobre 2020
4	8 février 2021	Du 15 au 26 mars 2021
5	30 avril 2021	Du 4 au 14 juin 2021
6	15 août 2021	Septembre 2021

Les candidats choisissent la période d'examen appropriée en concertation avec les équipes de pays du Fonds mondial. Ensuite, les équipes de pays inscrivent le candidat pour la période d'examen. Tous les documents sont remplis hors ligne à l'aide des documents types pertinents, puis chargés dans le système du Fonds mondial par l'équipe de pays.

Pour connaître la période d'examen d'une demande de financement, référez-vous à l'outil de Suivi des demandes de financement¹⁵.

Il est important de planifier suffisamment à l'avance afin d'assurer la disponibilité ininterrompue du financement des programmes, et de garantir la préparation des activités dès le début de la période de mise en œuvre suivante. Lors de la planification, les ICN doivent allouer un temps suffisant au dialogue, à l'établissement des demandes de financement, aux examens, à l'établissement des subventions et à leur approbation.

⁹ « Dialogue au niveau du pays » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/throughout-the-cycle/country-dialogue/>

¹⁰ Le lien peut vous diriger vers la page de connexion. L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire. Une fois connecté, cliquez de nouveau sur le lien pour accéder à la liste de lecture, ou rendez-vous à « Inclusive Country Dialogue » dans les cours en anglais, dans le menu des formations en ligne concernant le cycle de financement 2020-2022 : <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

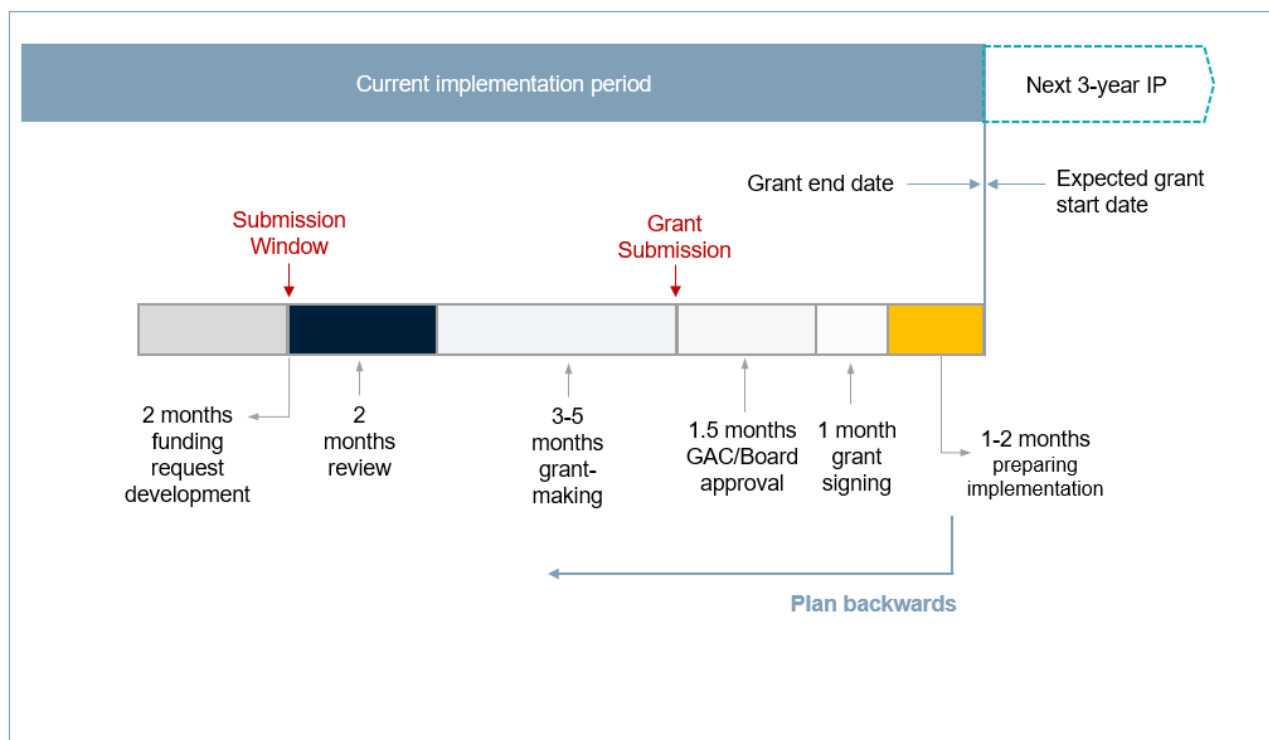
¹¹ « Notre engagement : Portraits d'une mobilisation communautaire efficace dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme », sous « Études de cas » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

¹² « Faire travailler l'argent pour les jeunes : un outil de participation pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme », sur le site du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, sous « Publications sur les jeunes et le VIH » : <https://www.unaids.org/en/topic/young-people/publications>

¹³ « Travailler ensemble : Un guide dirigé par la communauté pour une implication significative dans les réponses nationales au VIH », sous « Community Involvement-Global Fund » : <http://icaso.org/working-together/>

¹⁴ « Dates d'envoi » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/submissions/>

¹⁵ « Suivi des demandes de financement 2020-2022 », disponible sous « Statut des demandes de financement soumises » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/submissions/>



La procédure totale, de l'envoi des candidatures à la signature des subventions, peut prendre neuf mois (ou plus dans certains cas, selon le temps nécessaire à l'établissement des subventions).

2.3 Réfléchir soigneusement aux besoins des systèmes de santé et communautaires

L'établissement SRPS est un préalable essentiel à l'élimination des épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme. Les contraintes courantes liées aux services communautaires et aux services de santé traditionnels entravent la fourniture des services de santé essentiels et menacent les avancées obtenues face aux trois maladies. Les investissements liés à l'établissement de SRPS génèrent des résultats sanitaires importants et garantissent la pérennité, l'équité et l'efficacité des soins de santé, tout en accélérant les progrès vers la santé et le bien-être pour tous. En partenariat avec de nombreuses parties prenantes, le Fonds mondial entend contribuer à l'atteinte de cet objectif à l'horizon 2030.

Parallèlement à l'examen des lacunes programmatiques de chaque riposte nationale aux maladies, les candidats doivent également mener une évaluation solide des besoins et une analyse des déficits des systèmes de santé et des systèmes communautaires, en s'appuyant sur des données probantes afin de définir les priorités d'investissements. Afin de fournir des services de santé centrés sur le patient dans un souci d'efficacité et d'efficacités, les candidats sont invités à examiner les opportunités d'intégration liées aux trois maladies et au sein des systèmes de santé plus largement. Les domaines ci-après peuvent notamment être examinés : laboratoires, chaînes d'approvisionnement, systèmes de données, suivi communautaire, mobilisation des communautés, plaidoyer et renforcement organisationnel, et ressources humaines pour la santé (RHS) aux niveaux des communautés et des centres de santé. Les candidats doivent également déterminer comment impliquer le secteur privé, qui représente une part significative de la fourniture de soins dans de nombreux pays.

Le chapitre 7 : Informations supplémentaires sur l'établissement de systèmes résistants et pérennes pour la santé présente des questions pouvant aider les candidats à analyser les besoins des systèmes de santé et communautaires, et un résumé des modules pouvant être inclus dans les demandes de financement.

2.4 Mener des examens des programmes et actualiser les plans stratégiques nationaux

Au lieu de fournir des fonds sur la base d'un projet isolé, ce qui peut entraîner une dispersion des efforts et une importante charge administrative pour les pays et les donateurs, le Fonds mondial encourage les pays à fonder leurs demandes de financement sur les plans stratégiques nationaux pour les maladies. Ces plans sont définis par le pays, dont ils fournissent l'orientation stratégique générale pour une période donnée. Ils peuvent être renforcés par des plans de mise en œuvre (annuels, bisannuels ou triennaux) et d'autres documents opérationnels, notamment un budget chiffré et hiérarchisé. Les plans stratégiques nationaux doivent être alignés sur la stratégie et le plan de santé généraux du pays.

Pour obtenir des orientations spécifiques sur l'élaboration de plans stratégiques nationaux, reportez-vous aux directives de l'outil d'[évaluation conjointe des stratégies nationales](#) (JANS) du Partenariat international pour la santé et aux directives des partenaires techniques (lien ci-après) concernant l'élaboration de plans stratégiques nationaux.

En l'absence de plan stratégique national (PSN) adéquat, les candidats peuvent procéder à un examen au niveau du pays pour renforcer leur planification nationale. Un pays ne disposant pas d'un PSN solide pourra constituer un dossier d'investissement spécifique à la maladie et bénéficier pour ce faire d'une assistance technique.

Informations supplémentaires sur l'établissement des plans stratégiques nationaux :

[Outils JANS et directives](#)¹⁶

[Notes d'information de base et notes d'information techniques du Fonds mondial](#)¹⁷

[Note d'orientation du Fonds mondial sur la pérennité, la transition et le cofinancement](#)¹⁸

Orientations des partenaires techniques en matière d'investissements stratégiques :

[UNDP HIV and the Law](#)¹⁹

[Lignes directrices de l'OMS sur le VIH](#)²⁰

[Lignes directrices de l'OMS sur la tuberculose](#)²¹

[Lignes directrices de l'OMS sur le paludisme](#)²²

2.5 Demander une assistance technique selon que de besoin

Lors de la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, ainsi que dans le cadre de la mise en place de SRPS, les pays peuvent constater des lacunes et des obstacles qui les empêchent d'obtenir l'impact escompté. Bien souvent, la coopération technique peut les aider à renforcer leurs capacités de manière à combler ces lacunes et à aplanir ces obstacles et, ce faisant, à optimiser l'impact.

Le Fonds mondial définit la coopération technique (parfois aussi appelée « assistance technique » ou « appui technique ») comme l'engagement de personnes possédant les compétences techniques spécifiques et pertinentes pour appuyer un dialogue inclusif au niveau des pays, les activités préparatoires, les procédures d'établissement des subventions ou la mise en œuvre des programmes qu'il soutient. Le soutien technique, qu'il soit à court ou à long terme, cherche à renforcer la capacité des personnes et des institutions à entreprendre les activités pertinentes.

¹⁶ <https://www.uhc2030.org/fr/notre-action/coordination-du-renforcement-des-systemes-de-sante/outil-et-guide-relatifs-a-jans/>

¹⁷ <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

¹⁸ « Note d'orientation : Pérennité, transition et cofinancement », sous « Notes d'information techniques » :

<https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

¹⁹ « National Dialogues on HIV and the Law », sous « Key resources » : <https://www.undp-capacitydevelopment-health.org/en/legal-and-policy/identifying-human-rights-barriers/country-dialogues/>

²⁰ https://www.who.int/fr/health-topics/hiv-aids#tab=tab_1

²¹ <https://www.who.int/tb/publications/fr/>

²² <https://www.who.int/malaria/publications/fr/>

Pour tout supplément d'information sur les ressources de coopération technique disponibles, référez-vous aux [Ressources de coopération technique](#) sur le site Web du Fonds mondial²³.

Parallèlement aux ressources sur la coopération technique disponibles auprès de nos partenaires, le Fonds mondial fournit un appui au travers du Programme d'assistance technique en matière de communautés, de droits et de genre. Ce programme aide les organisations de la société civile et communautaires à participer activement aux procédures du Fonds mondial, notamment aux étapes ci-après :

- le dialogue au niveau du pays ;
- l'établissement des demandes de financement ;
- l'établissement des subventions ;
- la mise en œuvre des subventions et le suivi stratégique.

Il aide également ces entités à prendre part aux procédures nationales liées au Fonds mondial telles que l'établissement du Plan stratégique national de lutte contre les trois maladies.

Des informations supplémentaires sur le Programme d'assistance technique en matière de communautés, de droits et de genre sont présentées sur le [site Web du Fonds mondial](#)²⁴.

2.6 Renforcer la pérennité et préparer la transition

Avec le soutien des partenaires de développement internationaux, les pays ont réalisé des avancées importantes face au VIH, à la tuberculose et au paludisme. Pour autant, l'accélération du mouvement doit pouvoir s'appuyer sur des systèmes de santé pérennes, pleinement financés et gérés par les pays avec les ressources nationales. Dans le cadre de son soutien au renforcement de la pérennité, le Fonds mondial recommande aux pays d'examiner plusieurs domaines thématiques afin d'améliorer la pérennité des programmes de lutte contre les trois maladies et le secteur de la santé plus globalement, notamment :

- le renforcement de la planification nationale, notamment par l'établissement de plans stratégiques nationaux solides, chiffrés et hiérarchisés ;
- le renforcement de la mobilisation des ressources nationales pour la santé et les trois maladies ;
- dans la mesure du possible, la mise en œuvre par les systèmes nationaux et un meilleur alignement du soutien du Fonds mondial sur ces systèmes ;
- le renforcement des investissements stratégiques liés à l'établissement de SRPS, notamment des systèmes d'information pour la gestion de la santé (HMIS) et des systèmes de gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement, et la promotion de l'intégration des systèmes et services (le cas échéant) ;
- le maintien et le renforcement de l'accès à des produits de santé de qualité à des prix abordables ;
- le renforcement de l'optimisation des ressources, notamment de l'efficacité globale ;
- l'amélioration des droits humains et de l'égalité de genre, et le soutien aux activités visant à réduire les obstacles à l'accès liés au genre et aux droits humains.

Des informations supplémentaires sur ces domaines thématiques sont présentées dans la [Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement](#)²⁵.

Cofinancement

L'augmentation des investissements nationaux dans les systèmes de santé et dans les initiatives de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme est indispensable pour la pérennité des

²³ « Coopération technique », sous « Tout au long du cycle de financement » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/throughout-the-cycle/technical-cooperation/>

²⁴ « Renforcer la participation communautaire » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/throughout-the-cycle/community-engagement/>

²⁵ « Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement », sous « Notes techniques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

programmes soutenus par le Fonds mondial. Aux fins de stimuler les investissements nationaux dans la santé et les trois maladies, d'accroître l'appropriation par les pays et de garantir la pérennité des programmes nationaux, le modèle de financement du Fonds mondial inclut des exigences de cofinancement spécifiques pour les pays récipiendaires de subventions.

Ces exigences sont différenciées au regard des niveaux de revenu et des charges de morbidité des pays, et sont conçues de manière à encourager une hausse progressive des dépenses dans le secteur de la santé, tout en diminuant la dépendance envers le Fonds mondial dans le cadre de programmes et d'interventions spécifiques.

Exigences de cofinancement

La [Politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement](#) définit deux exigences de cofinancement fondamentales préalables à l'accès à chaque allocation nationale du Fonds mondial :

Exigence 1 : Accroissement progressif des dépenses publiques pour la santé en vue de répondre aux objectifs nationaux de couverture sanitaire universelle ;

Exigence 2 : Augmentation avérée du cofinancement des programmes soutenus par le Fonds mondial pendant chaque période d'allocation, en vue d'une prise en charge progressive des principaux coûts des plans stratégiques nationaux.

De plus, afin d'encourager les investissements nationaux, une **incitation au cofinancement** de 15 % **minimum** de l'allocation du pays (parfois plus) est mise à la disposition du pays si celui-ci s'engage à accroître ses financements pendant la période de mise en œuvre, et s'y conforme (au vu des dépenses engagées sur la période de mise en œuvre précédente).

Pour tout supplément d'information sur la pérennité, la transition et le cofinancement, référez-vous aux ressources suivantes :

Chapitre 8 : Informations supplémentaires sur la pérennité, la transition et le cofinancement

[Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement](#)²⁶

[Politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement](#)²⁷

[Formation en ligne sur la compréhension des notions de pérennité, de transition et de cofinancement](#)²⁸

[Formation en ligne sur la pérennité et la transition \(pour les ICN\)](#)²⁹

2.7 Garder à l'esprit l'admissibilité des instances de coordination nationale

Le Fonds mondial s'engage à soutenir des programmes qui reflètent l'appropriation par les pays, qui établissent des partenariats avec tous les secteurs de la société et qui renforcent la participation des communautés et des individus, en particulier ceux touchés par les trois maladies. Ces programmes doivent viser l'élimination de la stigmatisation et la discrimination, veiller à la coordination avec les programmes régionaux et nationaux existants, et promouvoir la transparence et la responsabilité. Ces principes fondamentaux du Fonds mondial sont au cœur du modèle des ICN.

Les six critères d'admissibilité applicables aux ICN restent inchangés pour le cycle de financement 2020-2022. Cependant, un indicateur supplémentaire a été ajouté au sixième critère, ainsi que deux indicateurs de normes minimales. Cet indicateur souligne la nécessité de satisfaire aux dispositions du [Code d'éthique](#)³⁰ et de la Politique relative aux conflits d'intérêts tout au long de la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.

Aucune évaluation supplémentaire n'est demandée aux pays ayant pris part à « l'Initiative stratégique d'évolution des ICN ». Tous les autres pays sont tenus de mener annuellement une autoévaluation allégée.

Lorsqu'il reçoit une demande de financement, le Fonds mondial examine les [critères d'admissibilité 1 et 2](#)³¹ relatifs à la procédure inclusive d'élaboration de la demande de financement et à la procédure de sélection des RP transparente et ouverte.

Pour tout supplément d'information sur les critères d'admissibilité des ICN, référez-vous au chapitre 9 : Informations supplémentaires sur les critères d'admissibilité des instances de coordination nationale.

²⁶ « Politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement », sous « Notes techniques » :

<https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

²⁷ GF/B35/04 « Politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement », sous « Documents programmatiques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/governance-policies/>

²⁸ Le lien peut vous diriger vers la page de connexion. L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire. Une fois connecté, cliquez de nouveau sur le lien pour accéder à la formation en ligne, ou rendez-vous à « Understanding Sustainability, Transition, and Co-Financing » dans les cours en anglais, dans le menu des formations en ligne concernant le cycle de financement 2020-2022 : <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

²⁹ Le lien peut vous diriger vers la page de connexion. L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire. Une fois connecté, cliquez de nouveau sur le lien pour accéder à la formation en ligne, ou rendez-vous à « Sustainability and Transition », sous « CCM Orientation Program » : <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

³⁰ « Code d'éthique des instances de coordination nationale », sous « Instances de coordination nationale » :

<https://www.theglobalfund.org/fr/country-coordinating-mechanism/>

³¹ « Directives concernant les critères d'admissibilité 1 et 2 des instances de coordination nationale », sous « Informations sur le modèle de financement » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

Autres conseils aux candidats :

- **Identifiez les populations clés et vulnérables.** Demandez une coopération technique aux partenaires si vos données sont incomplètes ou inexistantes au niveau infranational. Les ICN qui bénéficieraient d'une aide financière supplémentaire pour identifier les populations clés, les toucher et collecter des données les concernant peuvent se renseigner auprès de leur gestionnaire de portefeuille du Fonds sur les crédits disponibles dans le cadre des initiatives spéciales du Fonds mondial.
- **Établissez un plan de travail.** Identifiez toutes les tâches qui doivent être effectuées avant la soumission d'une demande de financement. Coordonnez les calendriers et mettez des ressources à disposition pour permettre aux groupes concernés de participer aux discussions.
- **Commencez sans tarder les négociations** avec le ministère des Finances concernant l'augmentation des contributions nationales au secteur de la santé. Envisagez d'inviter un représentant de ce ministère aux discussions dans le cadre du dialogue au niveau du pays. Renforcez les systèmes de suivi des engagements de cofinancement.

La période d'allocation 2020-2022 s'est ouverte par l'envoi des lettres d'allocation en

3. Allocation

décembre 2019. Les candidats reçoivent ensuite un aperçu général de la procédure d'allocation et de son incidence sur les pays.

3.1 Reconstitution des ressources

Le partenariat du Fonds mondial lève et investit des fonds sur des cycles triennaux appelés périodes de reconstitution. L'enveloppe totale des allocations aux pays dépend des fonds mobilisés à la Conférence de reconstitution.

Aux fins de relever le défi visant à éliminer les épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme à l'horizon 2030 conformément aux objectifs de développement durable, le Fonds mondial a levé 14 milliards de dollars US en 2019 pour financer les programmes de lutte contre les trois maladies et établir des SRPS au cours des trois prochaines années. À dix ans de l'échéance, ce niveau de financement aidera le Fonds mondial à poursuivre son rôle moteur en matière de lutte contre les épidémies et d'élément catalyseur de la mobilisation des ressources nationales et de l'accélération des avancées vers la couverture sanitaire universelle.

3.2 Admissibilité

En dehors de quelques modifications, la Politique d'admissibilité reste fondamentalement inchangée pour le cycle de financement 2020-2022. L'admissibilité aux financements du Fonds mondial s'appuie toujours sur deux critères clés : le niveau de revenu et la charge de morbidité. Le Fonds mondial continue de déterminer le niveau de revenu des pays à partir de la moyenne du produit national brut (PIB) par habitant (méthode Atlas) des trois dernières années disponibles.

Les pays doivent être admissibles sur deux années consécutives pour pouvoir demander un financement. La nouvelle³² [liste d'admissibilité pour 2021](#)³³ détermine l'admissibilité des pays pour le cycle de financement 2020-2022. Remarque : l'admissibilité à un financement du Fonds mondial ne garantit pas l'allocation d'une somme.

Les indicateurs relatifs à la charge de morbidité des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont été modifiés dans la politique d'admissibilité. Ces pays peuvent désormais recevoir une allocation si leur taux d'incidence de la tuberculose est de 50 pour 100 000 habitants ou plus, ou si la part de nouveaux cas de tuberculose pharmacorésistante représente 5 % ou plus des nouveaux cas de tuberculose.

Pour tout supplément d'information sur l'admissibilité, référez-vous à la [Politique du Fonds mondial en matière d'admissibilité](#)³⁴.

3.3 Allocation

Les allocations sont réparties comme suit entre les trois maladies dans le monde :

- VIH : 50 %
- Tuberculose : 18 %
- Paludisme : 32 %

³² Liste d'admissibilité pour 2020 : https://www.theglobalfund.org/media/9016/core_eligiblecountries2020_list_en.pdf (en anglais)

³³ Liste d'admissibilité pour 2021, disponible sur la page Admissibilité : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/eligibility/>

³⁴ « Politique d'admissibilité », sous « Références liées » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/eligibility/>

La méthodologie d'allocation de fonds pour la période 2020-2022 affecte une part plus importante des financements aux pays dont la charge de morbidité est plus élevée et les revenus plus faibles. Du reste, elle s'attache spécifiquement aux épidémies de VIH parmi les populations clés, à la menace de la tuberculose multirésistante, de même qu'aux efforts d'élimination du paludisme, tout en prévoyant des réductions durables dans le cas où le financement diminue.

La somme allouée à chaque pays est, pour l'essentiel, fonction de sa charge de morbidité et de ses capacités économiques. Le calcul est ensuite affiné pour rendre compte des facteurs contextuels importants à travers une procédure d'ajustement qualitatif menée de manière transparente et responsable.

Le montant des sommes allouées a été communiqué aux pays dans la lettre d'allocation, envoyée en décembre 2019.

Des informations supplémentaires sur les sommes allouées pour la période 2020-2022 sont présentées dans les documents ci-après :

[Sommes allouées pour la période 2020-2022](#)³⁵

[Vue d'ensemble des sommes allouées et des investissements à effet catalyseur pour la période 2020-2022](#)³⁶

[Foire aux questions sur l'allocation des financements pour 2020-2022](#)³⁷

[Méthodologie d'allocation pour la période 2020-2022](#)³⁸

[Séance d'information générale sur les sommes allouées pour la période 2020-2022 \(enregistrement\)](#)³⁹

3.4 Investissements à effet catalyseur

En plus des sommes allouées aux pays, le Fonds mondial utilise les investissements à effet catalyseur pour soutenir les programmes, activités et investissements stratégiques qu'il n'a pas été possible de bien prendre en considération au travers des sommes allouées aux pays, mais qui sont essentiels pour concrétiser les objectifs de la [stratégie du Fonds mondial pour la période 2017-2022](#)⁴⁰ et les plans des partenaires internationaux.

Aux fins du cycle 2020-2022, les investissements à effet catalyseur se composent des éléments ci-après :

- des fonds de contrepartie pour encourager la programmation fondée sur les sommes allouées aux pays dans des domaines prioritaires ;
- des démarches multipays pour des zones essentielles prédéfinies dépassant les frontières nationales ;
- des initiatives stratégiques nécessaires pour contribuer à la réussite des programmes soutenus par les sommes allouées aux pays, mais qui ne peuvent être financés au travers des subventions accordées aux pays.

Le nombre total de domaines à effet catalyseur prioritaires et le montant alloué à ces investissements pour le cycle de financement 2020-2022 sont présentés sur le [site Web du Fonds mondial](#)⁴¹.

³⁵ « Sommes allouées pour 2020-2022 », sous « Sommes allouées pour la période 2020-2022 » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/allocation/>

³⁶ « Vue d'ensemble des sommes allouées et des investissements à effet catalyseur pour la période 2020-2022 », sous « Sommes allouées pour la période 2020-2022 » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/allocation/>

³⁷ « Foire aux questions sur l'allocation des financements pour 2020-2022 », sous « Sommes allouées pour la période 2020-2022 » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/allocation/>

³⁸ « Méthodologie d'allocation pour la période 2020-2022 », sous « Sommes allouées pour la période 2020-2022 » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/allocation/>

³⁹ Le lien peut vous diriger vers la page de connexion. L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire. Une fois connecté, cliquez de nouveau sur le lien pour accéder à la formation en ligne, ou rendez-vous à ³⁹ « Overview of the 2020-2022 Allocations », sous « Webinars » : <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

⁴⁰ « La Stratégie du Fonds mondial pour la période 2017-2022 », sous « Références liées » : <https://www.theglobalfund.org/fr/strategy/>

⁴¹ « Investissements à effet catalyseur » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/catalytic-investments/>

Deux sources de financement à effet catalyseur ont une incidence directe sur les ressources disponibles pour les subventions du Fonds mondial : les fonds de contrepartie et les fonds multipays.

Les fonds de contrepartie :

Les fonds de contrepartie ont vocation à inspirer des démarches de programmation ambitieuses fondées sur des éléments probants, afin de maximiser l'impact dans des domaines stratégiques prioritaires spécifiques. Les candidats doivent satisfaire à plusieurs conditions programmatiques et financières spécifiques pour recevoir ce financement supplémentaire. Les fonds de contrepartie sont conçus pour des pays et des domaines prioritaires spécifiques. Ces informations sont fournies dans leur lettre d'allocation.

Le cycle de financement 2020-2022 ne prévoit pas de demande de financement de contrepartie séparée. Les candidats sont tenus d'indiquer dans leur demande de financement comment ils se conforment aux conditions programmatiques et financières relatives aux fonds de contrepartie pouvant leur être alloués. Le Groupe technique d'examen des propositions détermine dans quelle mesure les candidats satisfont aux conditions et recommande des fonds de contrepartie pendant l'examen de la demande de financement.

Des informations et ressources supplémentaires sur les fonds de contrepartie, notamment les domaines prioritaires pour 2020-2022 et les conditions connexes, sont présentées au chapitre 6 : Informations supplémentaires sur les fonds de contrepartie.

Financement multipays à effet catalyseur :

Grâce au financement multipays à effet catalyseur, le Fonds mondial cible un nombre limité de priorités multipays clés jugées essentielles à l'atteinte des objectifs établis par la stratégie du Fonds mondial et ne pouvant pas être financées uniquement par les sommes allouées aux pays.

Les programmes stratégiques multipays ou régionaux seront financés par une partie limitée de l'enveloppe dédiée aux investissements à effet catalyseur. Le Fonds mondial a déterminé que 230 millions de dollars US seraient ainsi investis dans les programmes stratégiques multipays, dans des domaines prioritaires spécifiques, présentés ci-après :

- démarches multipays ciblant les populations clés et la pérennité ;
- démarches multipays liées à la tuberculose ;
- lutte contre la pharmacorésistance dans la région du Grand Mékong ;
- élimination du paludisme en Afrique australe.

Les groupes de candidats recevant une allocation peuvent également regrouper leurs financements et présenter une seule demande de financement multipays. Pour savoir comment procéder, les candidats sont invités à contacter leur équipe de pays.

Pour plus d'informations sur le financement multipays à effet catalyseur, veuillez consulter le [site Web du Fonds mondial](#)⁴².

3.5 La lettre d'allocation

Lorsque le Fonds mondial a arrêté l'admissibilité, l'allocation et les investissements à effet catalyseur, il envoie la lettre d'allocation à l'ICN. En plus d'indiquer la somme allouée au pays, la lettre d'allocation précise :

- une proposition de répartition des fonds entre chaque composante de maladie ;
- les critères de cofinancement détaillés permettant d'accéder au montant total de l'allocation ;
- la démarche de candidature recommandée ;
- des messages spécifiques au pays spécifiant le centrage de la somme allouée.

⁴² « Financement multipays à effet catalyseur » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/multicountry-funding/>

3.6 Les cinq modes de candidature

Les modalités de candidature permettent d'établir des demandes de financement plus efficacement, dégageant ainsi plus de temps pour la mise en œuvre des subventions. Aux fins de la période d'allocation 2020-2022, cinq modalités de candidature sont possibles :

- la reconduction du programme permet de poursuivre la mise en œuvre des programmes qui obtiennent de bons résultats et ne nécessitent aucun changement majeur en réduisant au minimum les perturbations ;
- la candidature adaptée aux plans stratégiques nationaux contient des exigences en matière de documentation s'appuyant avant tout sur des références aux plans stratégiques nationaux pertinents, plutôt que sur la partie narrative de la demande de financement ;
- la candidature adaptée à la transition convient aux pays qui s'apprêtent à s'affranchir des financements du Fonds mondial et mettent en place des programmes pérennes en diminuant l'appui de ce dernier ;
- l'examen complet analyse en profondeur la démarche et les priorités stratégiques d'un programme ;
- la candidature adaptée aux portefeuilles ciblés est rationalisée et conçue de manière à répondre aux besoins des pays dont les montants de financement et la charge de morbidité sont peu élevés, de manière à garantir des investissements ciblés qui ont l'impact le plus marqué possible.

En plus des [instructions](#)⁴³ détaillées disponibles sur le site Web, des [formations en ligne](#)⁴⁴ proposent un historique, un supplément contextuel et une présentation pas-à-pas de chaque modalité de candidature.

3.7 Classification des portefeuilles

Le Fonds mondial utilise trois catégories de portefeuille, afin que les politiques et procédures opérationnelles reflètent les besoins contextuels des pays. Ces catégories sont actualisées à chaque période d'allocation, au regard de la somme allouée, de la charge de morbidité et de l'impact stratégique du pays.

- Les portefeuilles ciblés sont généralement de petits portefeuilles présentant une faible charge de morbidité et un risque faible pour la mission du Fonds.
- Les portefeuilles essentiels sont généralement des portefeuilles importants présentant une charge de morbidité élevée et un risque élevé pour la mission du Fonds.
- Les portefeuilles à fort impact sont généralement des portefeuilles très importants présentant une charge de morbidité stratégique pour la mission du Fonds.

Le Fonds mondial utilise également deux catégories transversales afin d'accroître la différenciation des portefeuilles.

- Les contextes d'intervention difficiles sont des régions ou des pays touchés par des crises et une instabilité complexes, naturelles ou d'origine humaine.
- Les composantes en phase de transition s'apprêtent à s'affranchir des financements du Fonds mondial.

⁴³ Sous la démarche de candidature correspondante : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/materials/>

⁴⁴ Sous « Formations en ligne concernant le cycle de financement 2020-2022 ». L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire : <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

Les pays ci-après ont changé de catégorie ou de type de contexte d'intervention aux fins du cycle de financement 2020-2022 :

	Cycle 2017-2019	Cycle 2020-2022
Classification des portefeuilles		
Cameroun	Essentiel	À fort impact
Ukraine	À fort impact	Essentiel
Gambie	Ciblé	Essentiel
Fédération de Russie	-	Ciblé (<i>nouvellement admissible</i>)
Venezuela	-	Ciblé (<i>nouvellement admissible</i>)
Contextes d'intervention difficiles (CID)		
Congo (Brazzaville)	CID	Pas CID
Mauritanie	CID	Pas CID

Pour connaître la classification la plus récente des catégories de portefeuille et les critères de classification, référez-vous au [Manuel de politique opérationnelle du Fonds mondial](#)⁴⁵.

La liste des composantes dont l'affranchissement est prévu est présentée dans le document des [projections les plus récentes](#)⁴⁶.

Modifications apportées aux modalités de candidature :

- Les candidatures adaptées aux modifications majeures et adaptées aux contextes d'intervention difficiles du cycle 2017-2019 ne sont plus utilisées.
- Les pays classés dans les contextes d'intervention difficiles bénéficieront de souplesses spécifiques, quelle que soit la modalité de candidature adoptée.
- Les documents de base (tels que le cadre de résultats et le budget) doivent désormais être joints à la demande de financement, quelle que soit la modalité de candidature choisie, y compris la reconduction de programme.
- Des questions relatives aux droits humains et au genre, au rapport coût-efficacité, à la pérennité et aux opportunités d'intégration des systèmes de santé ont été incluses dans chaque type de candidature.
- À réception de la lettre d'allocation, l'ICN peut commencer la préparation de la demande de financement, qui doit se fonder sur les plans stratégiques nationaux et tenir compte d'un dialogue ouvert au niveau du pays.

⁴⁵ « Revised Portfolio Categorization Criteria » (page 9) et « 2020-2022 Allocation Cycle: Portfolio Categorization – Country and Multi-country » (page 11), dans le « Manuel de politique opérationnelle » (Operational Policy Manual, sous Documents programmatiques) : <https://www.theglobalfund.org/fr/governance-policies/>

⁴⁶ « Projected transitions from Global Fund country allocations by 2028: projections by component », sous « Pérennité, transition et cofinancement » : <https://www.theglobalfund.org/fr/documents-by-type/applicants/>

4.1 Dialogue au niveau du pays dans le cadre de l'établissement de la demande de

4. Établissement de la demande de financement

financement

Il importe de maintenir le dialogue au niveau du pays tout au long du cycle des subventions et en particulier pendant l'établissement des demandes de financement. Quand la conception et la hiérarchisation des programmes s'appuient sur un dialogue significatif et ouvert au niveau des pays, les services atteignent souvent mieux les communautés ciblées et sont mieux adaptés à leurs besoins, levant des obstacles spécifiques à l'accès aux soins de santé. Les résultats et l'impact obtenus sont alors supérieurs.

Pour tout supplément d'information sur le dialogue au niveau du pays pendant l'établissement des demandes de financement, référez-vous aux documents ci-après :

[La page du site Web du Fonds mondiale consacrée au dialogue au niveau du pays](#)⁴⁷

[La formation en ligne sur le dialogue inclusif au niveau des pays](#)⁴⁸

[Notre engagement : Portraits d'une mobilisation communautaire efficace dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#)⁴⁹

4.2 Confirmation de la répartition par programme

Les ICN ont la possibilité de modifier la répartition des fonds entre les composantes de maladie admissibles et les activités de renforcement des systèmes de santé (RSS) afin de s'adapter au mieux au contexte du pays. Pendant le dialogue au niveau du pays, elles suivent une procédure documentée et inclusive pour déterminer comment elles souhaitent répartir les fonds. Les instances sont invitées à déterminer au préalable les modalités de la procédure et à convoquer des réunions en vue d'établir la répartition par programme. Lors de ces discussions, elles veillent à s'appuyer sur des éléments probants et à inclure des représentants des systèmes de santé. Le Fonds mondial recommande qu'à tout le moins, le tableau des lacunes programmatiques soit actualisé avant la discussion sur la répartition par programme, de manière que les données les plus récentes soient utilisées à ces fins.

Lors de ces discussions, les instances doivent déterminer la part du budget qui sera allouée aux investissements liés à l'établissement de SRPS. Il n'est pas nécessaire de communiquer ce montant dans la répartition par programme soumise au Fonds mondial, sauf dans l'hypothèse d'une subvention ou d'une demande de financement autonome pour les systèmes de santé. Cependant, les ICN devraient veiller à réserver une partie de la somme allouée à des investissements dans les systèmes de santé, qu'une demande de financement autonome soit prévue ou pas.

⁴⁷ « Dialogue au niveau du pays » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/throughout-the-cycle/country-dialogue/>

⁴⁸ Le lien peut vous diriger vers la page de connexion. L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire. Une fois connecté, cliquez de nouveau sur le lien pour accéder aux formations en ligne, ou rendez-vous à « Inclusive Country Dialogue » dans les cours en anglais, dans le menu des formations en ligne concernant le cycle de financement 2020-2022 : <https://www.theglobalfund.org/fr/learn/>

⁴⁹ « Notre engagement : Portraits d'une mobilisation communautaire efficace dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme », sous « Études de cas » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

Informations supplémentaires sur la répartition par programme :

- L'équipe de pays du Fonds mondial doit participer aux discussions sur la répartition par programme de manière à en comprendre pleinement les bases, mais c'est l'ICN qui décide de la répartition soumise à l'examen et l'approbation du Fonds mondial.
- L'ICN doit valider la répartition proposée et la soumettre au Fonds mondial avant la première demande de financement. La répartition du programme peut être modifiée jusqu'à ce que les subventions aient été recommandées au Conseil d'administration par le Comité d'approbation des subventions, à condition que l'ICN discute de toute nouvelle répartition et approuve celle-ci.
- La proposition de répartition par programme doit porter sur l'intégralité de la somme allouée. Le candidat n'est tenu de soumettre une justification de la répartition proposée que si elle est différente de celle indiquée par le Fonds mondial dans la lettre d'allocation.
- Le processus décisionnel doit être ouvert et suivre les procédures standard de l'ICN, mais il est inutile de transmettre des documents au Fonds mondial, sauf si celui-ci le demande.
- La nouvelle répartition par programme sera examinée par le Secrétariat dès que la confirmation de la répartition sera reçue de l'ICN. Elle sera examinée au cas par cas, à la lumière de la connaissance qu'a le Secrétariat du contexte du pays et de la justification présentée par l'instance. Au terme de l'examen, le Secrétariat : 1) accepte la répartition proposée ; 2) demande à l'instance de donner plus de détails ou de compléter les pièces justificatives ; ou 3) demande à l'instance de revoir la répartition.
- Les demandes de financement doivent respecter la répartition par programme approuvée par le Fonds mondial. Si le Secrétariat rejette une proposition de répartition qui lui avait été soumise avec la demande de financement, cette dernière doit être revue par l'ICN et soumise de nouveau avant l'examen du Comité technique d'examen des propositions.

Les pays sont vivement encouragés à présenter une seule demande regroupant toutes les interventions transversales de RSS (dans le cadre d'une demande pour une maladie ou en tant que demande autonome) afin de garantir la cohérence de la démarche et réduire au minimum la fragmentation.

4.3 Demandes de financement conjointes

Le Fonds mondial recommande aux candidats d'envoyer les demandes de financement des composantes admissibles sous forme de demandes conjointes ou en même temps. Les candidats peuvent ainsi analyser plus globalement les liens entre les investissements proposés pour une maladie spécifique d'une part, et les autres composantes et le système de santé plus largement d'autre part.

Une demande de financement conjointe peut regrouper plusieurs maladies et toutes les candidatures peuvent inclure des investissements transversaux dans l'établissement de SRPS.

Les pays enregistrant un taux élevé de coinfection VIH-tuberculose sont tenus de présenter une demande de financement conjointe pour ces deux composantes. Cette démarche intégrée peut améliorer les résultats en matière de santé, renforcer la pérennité des programmes et générer des efficiences.

4.4 Composantes de la demande de financement

Quelle que soit la modalité de candidature choisie, toutes comprennent des sections thématiques similaires :

Contexte

Dans chaque candidature, la section Contexte s'intéresse au motif de la demande de financement. Elle doit décrire les lacunes programmatiques et financières de la riposte nationale à la maladie et du système de santé en général. Elle doit être actualisée et s'appuyer sur des données et des tendances récentes et pertinentes.

Demande de financement et hiérarchisation

Dans cette section, le candidat indique ce qui sera fait pour combler les faiblesses identifiées dans la section « Contexte », et quelle part des investissements doit être allouée à la mise en œuvre de ces activités. Il s'agit des interventions et programmes spécifiques prioritaires pour les investissements du Fonds mondial, pouvant viser une seule maladie, une programmation conjointe ou des interventions de RSS.

Modalités d'application et de mise en œuvre

Cette section indique qui mettra en œuvre les programmes, et comment ces entités procéderont. Le RP et les sous-récepteurs (SR) sont précisés.

Cofinancement, pérennité et transition

Dans la dernière section, les candidats expliquent dans quelle mesure ils ont contribué à améliorer des domaines programmatiques spécifiques et entendent poursuivre leur action ; identifient les principaux obstacles à la pérennité et indiquent comment ils entendent renforcer la pérennité de leurs programmes en vue de s'affranchir du soutien du Fonds mondial.

Annexes clés

La demande de financement comporte également plusieurs annexes clés qui doivent être envoyées avec la candidature. Elles font partie intégrante de la demande et doivent servir à éclairer l'analyse aboutissant à la hiérarchisation de la demande de financement.

Veillez vous reporter au chapitre 12 : Liste récapitulative des principaux documents nécessaires pour la demande de financement pour en savoir plus sur ces annexes clés, notamment leur emplacement ainsi que celui des instructions et des orientations supplémentaires, et les annexes concernées en fonction du type de demande.

Tableau des données essentielles

Cette nouvelle annexe pour la période de candidature 2020-2022 aide les candidats à établir une demande de financement fondée sur des éléments probants. Les indicateurs pour le VIH, la tuberculose, le paludisme et l'établissement de SRPS sont prédéfinis à partir des données publiées. Les candidats sont tenus d'ajouter les données supplémentaires utilisées lors de l'établissement de la demande de financement.

Les [tableaux de données essentielles](#) sont téléchargeables sur le site Web du Fonds mondial⁵⁰.

⁵⁰ « Tableau des données essentielles (A-L) » et « Tableau des données essentielles (M-Z) » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/materials/>

Demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée

Cette annexe répertorie les modules et interventions hiérarchisés et chiffrés ne pouvant pas être pris en charge par la somme allouée au pays. Une fois approuvés, ils sont ajoutés au registre des demandes de qualité non financées et peuvent être intégrés dans les subventions si des ressources supplémentaires sont mobilisées. Cette demande doit être envoyée avec la demande de financement.

Un cours succinct sur la demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée est disponible dans chaque module de formation en ligne, sous « [Élaboration d'une demande de financement](#) » selon les différentes démarches⁵¹.

Tableau des lacunes programmatiques

Le tableau des lacunes programmatiques résume les objectifs et cibles nationaux liés aux maladies et les compare avec ce qui peut être mis en œuvre avec les niveaux actuels de financements nationaux et externes, afin de souligner les besoins et les lacunes stratégiques pour l'atteinte d'un impact. Il fournit une vue globale des résultats et produits attendus, servant ainsi à orienter les investissements plus stratégiquement.

Tableau du paysage de financement

Ce tableau présente les activités du programme de santé et les entités qui les financent. À ces fins, il indique le financement total requis dans le cadre du programme et comment les plans nationaux y répondent, que ce soit à travers les ressources nationales, les bailleurs de fonds externes, le soutien du Fonds mondial ou d'autres sources.

Cadre de résultats

Ce document met en corrélation les objectifs du programme avec les modules, interventions et indicateurs choisis, indiquant quels indicateurs et objectifs seront inclus dans les rapports du pays. Il définit les résultats attendus des programmes financés par le Fonds mondial pendant la période de mise en œuvre.

Budget

Le budget présente les choix stratégiques du candidat en matière d'investissements et d'interventions. Il indique les coûts anticipés de chacun des modules et interventions.

Des formations sur le tableau des lacunes programmatiques, le tableau du paysage de financement, le tableau du cadre de résultats et le budget sont disponibles sur la [plateforme de formations en ligne](#)⁵².

En plus de ces tableaux, plusieurs documents doivent également être joints à la demande de financement :

Approbation de la demande de financement par l'ICN

Les candidats doivent apporter la preuve que chaque membre de l'ICN a approuvé la demande de financement finale.

Déclaration de conformité de l'ICN

Les candidats doivent confirmer leur conformité aux critères d'admissibilité 1 et 2 des ICN et satisfaire aux exigences de centrage des candidatures.

Pour tout supplément d'information sur le respect des critères d'admissibilité des ICN, référez-vous au chapitre 9 : Informations supplémentaires sur les critères d'admissibilité des instances de coordination nationale.

⁵¹ Des formations en ligne sur chaque démarche de candidature sont présentées, dans le menu « Formations en ligne concernant le cycle de financement 2020-2022 » sous « Cours en français ». L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire : <https://www.theglobalfund.org/fr/learn/>

⁵² Une formation en ligne est proposée pour chacun de ces documents types, dans le menu « Formations en ligne concernant le cycle de financement 2020-2022 » sous « Cours en français ». L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire : <https://www.theglobalfund.org/fr/learn/>

Plans stratégiques nationaux

Les candidats doivent inclure des plans spécifiques au secteur de la santé et à la maladie visée par le financement.

Carte des modalités de mise en œuvre

Les candidats doivent fournir une présentation visuelle des liens entre les financements, les organismes et les programmes faisant partie d'une subvention ou d'un groupe de subventions.

Document type sur les outils de gestion des produits de santé

Cet outil présente l'ensemble des produits et technologies de santé qui seront financés par le Fonds mondial. L'annexe n'a pas besoin d'être ajoutée si le Fonds ne finance pas ces éléments. Anciennement appelé Liste des produits de santé, cet outil est parfois appelé Outil de gestion des produits de santé dans certains documents.

Documentation relative au cofinancement

Les candidats doivent inclure des pièces justificatives confirmant que les exigences de cofinancement ont été remplies pour la période d'allocation actuelle.

Documents liés à la pérennité et la transition (évaluation de l'état de préparation à la transition, plans de travail de transition, analyses de la pérennité, etc.).

Ces documents encouragent les pays à adopter une planification volontariste de la transition. Tous les pays ayant évalué leur état de préparation à la transition doivent les inclure dans leur demande de financement. De plus, tous les candidats présentant une demande adaptée à la transition doivent inclure un plan de travail de transition.

Pour tout supplément d'information sur les ressources liées au cofinancement, à la pérennité et à la transition, référez-vous au chapitre 8 : Informations supplémentaires sur la pérennité, la transition et le cofinancement.

Conseils aux candidats

Vérifiez les éléments ci-après dans la demande de financement :

- tous les champs sont renseignés, des réponses ont été apportées à toutes les questions pertinentes (si une question ne vous concerne pas, indiquez S. O. dans le document type de demande de financement) et les chiffres financiers et programmatiques concordent et sont cohérents dans les différentes sections et dans les annexes de la demande de financement ;
- les documents justificatifs pertinents sont joints (reportez-vous à la liste des pièces obligatoires) ; joignez uniquement les documents additionnels référencés dans la demande de financement ;
- la description de la demande de financement est cohérente avec les lacunes identifiées dans les tableaux des lacunes programmatiques et dans le tableau relatif au paysage de financement, et les raisons motivant l'établissement des priorités sont clairement présentées.

On recommande à l'ICN de transmettre la demande de financement à tous ses membres, aux RP et aux autres groupes impliqués dans l'élaboration de ce document avant de l'envoyer. Après la soumission de la demande de financement au Fonds mondial, l'ICN est invitée à la communiquer aux participants au dialogue au niveau du pays, qui pourront ainsi prendre connaissance du résultat final et de ce qui a été envoyé.

Après l'envoi d'une demande de financement, le Groupe technique d'examen des propositions

5. Après l'envoi

examine les documents, après quoi les subventions sont établies et examinées par le Comité d'approbation des subventions. Ensuite, les subventions sont soumises à l'approbation du Conseil d'administration.

5.1 Groupe technique d'examen des propositions

Pour aider le Fonds mondial à financer des programmes en mesure d'obtenir l'impact le plus fort, le Conseil d'administration s'appuie sur un groupe indépendant d'experts internationaux appelé Comité technique d'examen des propositions, chargé d'examiner et d'évaluer les interventions de la demande de financement classées par ordre de priorité.

Le Comité technique est une équipe d'experts techniques spécialistes du VIH, de la tuberculose, du paludisme, des systèmes de santé, des systèmes communautaires, de la question des droits humains et du genre, du financement durable et de la transition, ainsi que des questions de développement transversales. Il lui incombe d'évaluer les demandes de financement sur la base de leur bien-fondé technique, de leur centrage stratégique et de leur potentiel d'impact, et de conseiller le Conseil d'administration du Fonds mondial. Celui-ci s'appuie sur les recommandations du Comité lorsqu'il prend des décisions relatives aux contextes où les investissements auront le plus d'impact.

Le [mandat du Comité technique d'examen des propositions](#) précise les critères techniques que le Fonds mondial a demandé au Comité d'utiliser lors de l'examen des demandes. Ces critères servent à évaluer si une demande de financement permettra d'optimiser l'impact et de mettre en place des SRPS, de promouvoir et protéger les droits humains et l'égalité de genre, de renforcer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre du programme, et si la demande satisfait aux exigences de pérennité et de cofinancement.

Dans le cadre de son examen, le Comité technique tient également compte des informations liées au contexte, aux opérations et aux risques afférents aux demandes de financement que le Secrétariat lui a communiquées.

Au terme de son examen, le Comité technique aboutit à l'un des résultats ci-après :

- lancer l'établissement de la subvention : la demande de financement est jugée ciblée stratégiquement et techniquement solide, bien que le candidat doive éventuellement apporter des éclaircissements ou procéder à des ajustements dans les temps impartis ;
- soumettre à nouveau la demande de financement (itération) : le candidat doit prendre acte des commentaires du Comité et lui présenter une nouvelle demande de financement en vue d'un second examen avant de passer à l'étape d'établissement de la subvention.

Les résultats de l'examen du Comité sont communiqués aux candidats au moyen du Formulaire d'examen et de recommandation, envoyé par les équipes de pays. Dans la plupart des cas, les candidats reçoivent ce document sous deux semaines après la réunion du Comité.

Des informations supplémentaires sur le Comité technique d'examen des propositions sont présentées dans les documents ci-après :

[Mandat du Comité technique d'examen des propositions](#)⁵³

[Observations du Comité technique d'examen des propositions sur le cycle d'allocation 2017-2019](#)⁵⁴

[Enseignements tirés par le Comité technique d'examen des propositions en 2020](#)⁵⁵

5.2 Établissement des subventions

L'établissement des subventions est le processus de transformation de la demande de financement, y compris des recommandations du Comité technique d'examen des propositions (et du Comité d'approbation des subventions, le cas échéant), en subventions prêtes à la mise en œuvre, qui seront soumises à l'approbation du Conseil d'administration du Fonds mondial.

Pendant l'établissement d'une subvention, les RP et le Fonds mondial :

- identifient les lacunes et les risques liés à la mise en œuvre des subventions et définissent des mesures d'atténuation ;
- examinent et approuvent les modalités et les plans de mise en œuvre ;
- élaborent et négocient les documents clés des subventions.

Des informations et ressources supplémentaires sur l'établissement des subventions sont présentées sur la [page correspondante du site Web du Fonds mondial](#)⁵⁶.

5.3 Comité d'approbation des subventions

Le Comité d'approbation des subventions est l'instance de gouvernance du Secrétariat qui examine les demandes de financement et recommande des subventions prêtes à la mise en œuvre au Conseil d'administration pour qu'il les approuve. Il se réunit une fois par mois environ ou plus souvent dans des circonstances exceptionnelles. Le Comité se compose de l'équipe dirigeante du Fonds mondial, d'experts techniques confirmés d'agences partenaires, et de représentants de la société civile possédant les compétences techniques pertinentes.

L'examen du Comité survient avant l'établissement d'une subvention ou pendant si le Secrétariat ou les partenaires en font la demande, afin de fournir des orientations supplémentaires aux fins de l'établissement de la subvention. En général, il survient à l'issue de l'établissement de la subvention, quand les documents finaux sont prêts à être examinés.

À l'issue de l'examen des documents finaux, le Comité transmet un rapport au Conseil d'administration, dans lequel il émet des recommandations. Deux mois environ sont nécessaires à l'examen du Comité et l'approbation du Conseil. Si le Conseil d'administration approuve les montants définitifs et les conditions de la subvention, l'équipe de pays transmet ces informations au candidat.

⁵³ « Mandat du Comité technique d'examen des propositions », sous « Références liées » : <https://www.theglobalfund.org/en/technical-review-panel/#related-resources>

⁵⁴ « Observations du Comité technique d'examen des propositions sur le cycle d'allocation 2017-2019 », sous « Most recent reports » : <https://www.theglobalfund.org/en/technical-review-panel/>

⁵⁵ « Enseignements tirés par le Comité technique d'examen des propositions en 2020 », sous « Most recent reports » : <https://www.theglobalfund.org/en/technical-review-panel/>

⁵⁶ <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/grant-making/>

Critères d'examen du Comité d'approbation des subventions

- Détermination de la portée programmatique finale pour garantir un investissement stratégique des ressources du Fonds mondial pour optimiser l'impact, alignée sur la stratégie nationale et centrée sur les populations clés, les droits humains, les questions de genre et les zones géographiques à transmission élevée, selon les cas.
- Confirmation que les questions soulevées et les éclaircissements demandés par le Comité technique d'examen des propositions et le Comité d'approbation des subventions (le cas échéant) ont été pris en compte pendant l'établissement de la subvention.
- Examen rigoureux des finances et du budget permettant d'identifier des gains d'efficacité et des économies (au niveau de la gestion du programme et des coûts unitaires, par exemple) pouvant être réinvestis en vue d'optimiser l'impact.
- Identification adéquate des risques et mesures d'atténuation des risques résiduels mises en place.
- Modalités de gestion des subventions et capacités de mise en œuvre globales, notamment le respect des normes minimales, politiques et procédures applicables du Fonds mondial.
- Clarification des stratégies et des mesures clés devant faire l'objet d'un suivi pendant la mise en œuvre du programme afin de garantir la qualité et l'efficacité de ce dernier.
- Évaluation du paysage de financement du gouvernement et des partenaires, notamment des contributions des autorités publiques et des plans de pérennité.
- État global de préparation de mise en œuvre de la subvention.

Après l'examen par le Comité d'approbation des subventions, les interventions des demandes de financement hiérarchisées au-delà de la somme allouée qu'il a approuvées sont mises à jour dans le registre des demandes de qualité non financées, à l'exclusion des activités couvertes par les économies identifiées pendant l'établissement de la subvention et déjà intégrées dans les activités du programme.

5.4 Signature des subventions

Le Conseil d'administration du Fonds mondial approuve les subventions prêtes pour la mise en œuvre, après quoi les parties signent l'accord de subvention. Les fonds sont alors engagés et décaissés au RP. Le Conseil approuve le budget total alloué à chaque subvention, pour la totalité de leur période de mise en œuvre.

Après l'approbation du Conseil, l'accord de subvention est signé dans les meilleurs délais afin de faciliter le décaissement des fonds et de préparer le déploiement des activités dès le début de la période de mise en œuvre. L'accord de subvention est signé par les signataires autorisés du RP et du Fonds mondial, et reconnu par le président ou le vice-président de l'ICN et par le représentant de la société civile membre de cette instance.

L'accord de subvention prend la forme d'une confirmation de subvention, inscrite dans un accord-cadre, et comprend :

- la mise en contexte de l'accord ;
- un tableau recensant le détail de l'accord et des signataires ;
- la description intégrée de la subvention, qui décrit le programme régi par l'accord de subvention, le cadre de résultats négocié et le budget récapitulatif.

Première décision de financement annuelle : La première décision de financement annuelle est examinée et approuvée dans le cadre de la finalisation du budget détaillé. Cette décision et le calendrier des décaissements correspondants sont inclus dans la description intégrée de la subvention.

5.5 Informations publiées

Après l'approbation d'une subvention prête au décaissement par le Conseil d'administration, le Fonds mondial publie la demande de financement et les subventions dans l'[explorateur de données](#)⁵⁷ (en anglais) de son site Web. Toutes les subventions sont répertoriées par pays dans l'onglet « Grants ». Les demandes de financement et les documents de base relatifs aux subventions approuvées sont disponibles par pays dans l'onglet « Documents ». Pour obtenir des renseignements sur les demandes de financement multipays, sélectionnez « Location », puis appliquez le filtre « Multicountries ».

⁵⁷ Disponible ici : <http://data.theglobalfund.org/>

6. Informations supplémentaires sur les fonds de contrepartie

Les fonds de contrepartie ont vocation à inspirer des démarches de programmation ambitieuses fondées sur des éléments probants, afin de maximiser l'impact dans des domaines stratégiques prioritaires spécifiques. Les candidats doivent satisfaire à plusieurs conditions programmatiques et financières spécifiques pour recevoir ce financement supplémentaire. Les fonds de contrepartie sont conçus pour des pays et des domaines prioritaires spécifiques. Ces informations sont fournies dans leur lettre d'allocation.

Les domaines de priorité pour la période 2020-2022 sont présentés ci-après :

- Prévention du VIH : adolescentes et jeunes filles dans des contextes de forte prévalence ;
- Prévention du VIH : intensification des programmes communautaires ciblant les populations clés ;
- Prévention du VIH : distribution de préservatifs ;
- Prévention du VIH : Prestation différenciée de services liés au VIH - autodépistage ;
- VIH : traitement préventif de la tuberculose pour les personnes vivant avec le VIH, selon une démarche familiale ;
- Tuberculose : identification des personnes tuberculeuses manquant à l'appel ;
- Tuberculose : engagement stratégique en Afrique occidentale et centrale ;
- Activités transversales : programmes destinés à lever les obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de santé ;
- Activités transversales : science des données dans la santé communautaire.

Le cycle de financement 2020-2022 ne prévoit pas de demande de financement de contrepartie séparée. Les candidats sont tenus d'indiquer dans leur demande de financement comment ils se conforment aux conditions programmatiques et financières relatives aux fonds de contrepartie pouvant leur être alloués. Le Groupe technique d'examen des propositions détermine dans quelle mesure les candidats satisfont aux conditions et recommande des fonds de contrepartie pendant l'examen de la demande de financement.

6.1 Conditions d'attribution de fonds de contrepartie

Les conditions financières incluent généralement les critères ci-après :

Dans le cas de récipiendaires recevant déjà des fonds de contrepartie : augmenter la part de la somme allouée au pays consacrée aux domaines prioritaires d'investissement à effet catalyseur par rapport à la période d'allocation 2017-2019 ;

OU

Dans le cas de récipiendaires n'ayant pas précédemment reçu de fonds de contrepartie : la part consacrée aux domaines prioritaires doit, au minimum, être égale au montant de fonds de contrepartie demandé.

Le Groupe technique d'examen des propositions détermine dans quelle mesure les candidats satisfont à ces conditions et recommande des fonds de contrepartie pendant l'examen de la demande de financement.

Une augmentation des cibles programmatiques et du niveau de couverture est anticipée, proportionnellement à l'augmentation de la part de la somme allouée au pays et des fonds de contrepartie. Ces augmentations doivent être incluses dans le cadre de résultats.

Des informations supplémentaires sur les fonds de contrepartie, notamment les domaines prioritaires, les conditions et l'appui technique, sont présentées dans la [Note d'orientation sur les fonds de contrepartie consolidés](#)⁵⁸ et la [Note d'orientation sur les fonds de contrepartie pour la tuberculose](#)⁵⁹.

Informations supplémentaires sur les fonds de contrepartie :

[Fonds de contrepartie disponibles en 2020-2022](#)⁶⁰

[Webinaire sur les fonds de contrepartie au titre de la période d'allocation 2020-2022](#)⁶¹

[Note d'orientation sur les fonds de contrepartie – Consolidés \(prévention du VIH, tuberculose, droits humains et sciences des données\)](#)

[Note d'orientation : Fonds de contrepartie – Tuberculose](#)

⁵⁸ « Note d'orientation sur les fonds de contrepartie – Consolidés (prévention du VIH, tuberculose, droits humains et sciences des données) », sous « Fonds de contrepartie » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/catalytic-investments/>

⁵⁹ « Note d'orientation sur les fonds de contrepartie – Tuberculose », sous « Fonds de contrepartie » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/catalytic-investments/>

⁶⁰ « Fonds de contrepartie disponibles en 2020-2022 », sous « Fonds de contrepartie » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/before-applying/catalytic-investments/>

⁶¹ Le lien peut vous diriger vers la page de connexion. L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire. Une fois connecté, cliquez de nouveau sur le lien pour accéder à la formation en ligne, ou rendez-vous à « Matching Funds in the 2020-2022 Allocation Period », sous « Webinars » : <https://www.theglobalfund.org/fr/learn/>

7.1 Questions à poser dans le cadre du dialogue au niveau du pays

7. Informations supplémentaires sur l'établissement de systèmes résistants et pérennes pour la santé

Les pays sont fortement encouragés à adopter une démarche inclusive pour conduire le dialogue au niveau du pays, et ouvrir la participation aux parties prenantes investies dans le RSS et des systèmes communautaires. Ainsi, les ICN pourront identifier les priorités stratégiques connexes.

Les questions clés ci-après peuvent être examinées :

- Le pays s'emploie-t-il suffisamment à remédier aux contraintes transversales liées aux systèmes de santé et à identifier les interventions de RSS pouvant améliorer les avancées face aux trois maladies et accroître les résultats du système de santé plus largement ?
- Les interventions SRPS identifiées renforcent-elles les capacités des systèmes de santé, aux fins d'intensifier la fourniture de services intégrés, centrés sur le patient, et d'améliorer la qualité, l'équité, l'efficacité et la pérennité des services, en particulier dans les zones difficiles d'accès et auprès des populations clés les plus touchées et les plus mal desservies ?
- Les investissements liés à l'établissement de SRPS sont-ils plus centrés sur le soutien aux systèmes de santé (principalement le financement d'intrants à court terme) ou sur le RSS (des activités s'étendant au-delà du cycle de financement) ? Progressivement, les pays doivent privilégier les interventions de renforcement.
- Les investissements liés au RSS sont-ils harmonisés avec les plans nationaux du secteur de la santé ?
- Sont-ils potentiellement complémentaires avec les investissements des autorités publiques et des autres donateurs liés au RSS ?
- Le pays a-t-il identifié les opportunités d'innovation et d'évaluation ?
- Enfin, le dialogue au niveau du pays doit analyser le budget national pour la santé, en tenant compte de la part du budget national total qui lui est consacrée, des récentes tendances et des augmentations ou réductions planifiées connexes, de sa part au regard du PIB et de sa part (dans le cas des pays africains) au regard de l'objectif de 15 % des dépenses dans la santé, défini par la Déclaration d'Abuja.

7.2 Questions à poser dans le cadre de l'établissement des demandes de financement

Les pays sont encouragés à fonder leurs demandes de financement liées aux interventions SRPS sur une analyse des déficits et une évaluation des besoins. Cette analyse doit étayer le dossier d'investissement SRPS. Les éléments de preuve doivent attester d'une bonne compréhension du problème, et indiquer comment les investissements SRPS contribueront à résoudre les problèmes communs et aboutiront à une amélioration de la fourniture des services liés aux trois maladies et de leur impact. Les éléments d'analyse spécifiques peuvent varier selon les pays, mais les candidats doivent envisager d'y inclure les informations ci-après :

- Une vue d'ensemble des priorités stratégiques nationales, notamment des plans stratégiques nationaux (pour le VIH, la tuberculose et le paludisme), et de la stratégie générale relative au secteur de la santé, notamment des objectifs en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente. À la lumière d'un examen des stratégies nationales, les parties prenantes peuvent identifier des objectifs spécifiques liés au VIH, à la tuberculose ou au paludisme, pouvant être atteints dans le cadre des interventions SRPS, et leur donner la priorité si la situation du pays s'y prête.
- Une évaluation des résultats des composantes prioritaires du système de santé pour lesquelles un financement a été demandé (RHS, HMIS, et renforcement des systèmes

communautaires). Cette évaluation permettrait d'identifier clairement les lacunes et les faiblesses, ainsi que la nécessité d'une aide spécifique à l'établissement de SRPS.

- Une brève présentation des progrès réalisés par le pays au sujet de la couverture de santé universelle, de son financement et de la teneur du train de mesures essentielles pour la santé, afin de permettre au Fonds mondial de prendre en considération les besoins plus larges d'établissement de SRPS dans le pays.
- Un aperçu des investissements, programmes et interventions SRPS financés par le gouvernement et les bailleurs de fonds. Cette analyse garantirait la complémentarité des investissements SRPS du Fonds mondial avec les initiatives en cours, afin de prévenir les doubles emplois et les chevauchements.
- Un aperçu des investissements nationaux et extérieurs actuels liés au VIH/sida, à la tuberculose, au paludisme et à la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente. Cette analyse faciliterait l'alignement de l'appui aux interventions SRPS sur les investissements liés aux trois maladies (dans le cas d'achats volumineux de médicaments et de produits de santé dans le cadre des subventions, un appui transversal pourra être requis afin d'établir un système intégré d'approvisionnement apte à améliorer la distribution et la livraison).
- Une évaluation des capacités d'absorption à des fins d'augmentation du soutien et de l'intensification.

Des informations supplémentaires sur l'intégration des systèmes sont présentées dans la [Note d'information sur l'établissement de SRPS](#)⁶².

Une liste récapitulative des modules et interventions pouvant recevoir un financement SRPS est présentée dans le tableau ci-après.

⁶² « Établissement de systèmes résistants et pérennes pour la santé : Note d'information », sous « Notes d'information de base » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

Récapitulatif des modules et interventions SRPS

Module	Intervention
Gestion des produits de santé et renforcement des systèmes	Stratégie et gouvernance des politiques Capacité de stockage et de distribution Capacités d'approvisionnement Soutien en matière d'assurance qualité et de réglementation Prévention, réduction et gestion des déchets liés aux soins de santé
Systèmes d'information pour la gestion de la santé et suivi-évaluation	Rapports réguliers Qualité des programmes et des données Analyse, évaluations, examens et transparence Enquêtes Sources de données administratives et financières Systèmes de registres et de statistiques de l'état civil
Ressources humaines pour la santé, dont les agents de santé communautaires	Éducation et production Rémunération et déploiement Formation continue Cadres de politique et de gouvernance
Fourniture de services intégrés et amélioration de la qualité	Qualité des soins Organisation des services et gestion des installations Infrastructure de prestation de services
Systèmes de gestion financière	Systèmes publics de gestion financière Gestion financière régulière des subventions
Gouvernance et planification du secteur de la santé	Stratégies et financement nationaux du secteur de la santé Politique et planification des programmes nationaux de lutte contre les maladies
Renforcement des systèmes communautaires	Suivi communautaire Plaidoyer et recherche communautaires Mobilisation sociale Renforcement des liens communautaires et coordination Renforcement des capacités institutionnelles, de la planification et du rôle de direction
Systèmes de laboratoire	Structures de gouvernance et de gestion des laboratoires nationaux Systèmes de gestion des infrastructures et de l'équipement Systèmes de gestion de la qualité et accréditation Systèmes d'information et réseaux intégrés de transport d'échantillons Systèmes de chaînes d'approvisionnement des laboratoires

Une description complète des interventions alignées sur les investissements SRPS est présentée dans le [Manuel du cadre modulaire](#)⁶³.

⁶³ « Manuel du cadre modulaire », disponible dans la section « Informations sur le modèle de financement » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

8. Informations supplémentaires sur la pérennité, la transition et le cofinancement

approuvée en avril 2016⁶⁴ et appliquée pour la première fois pendant le cycle d'allocation 2017-2019. Même si la pérennité a toujours fait partie des activités du Fonds mondial d'une manière ou d'une autre, la Politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement a codifié la démarche globale, afin de renforcer la pérennité, d'accroître les financements et les cofinancements nationaux, et d'aider les pays à mieux se préparer à la transition dans le cadre de la planification nationale. En définitive, cette démarche doit permettre de mieux investir les ressources externes, de catalyser les ressources nationales afin de renforcer les systèmes de santé, et d'aider les pays à lever les obstacles stratégiques en matière de pérennité et de transition, en vue de maintenir et d'intensifier la couverture de services et d'accélérer l'élimination des trois épidémies.



Des éléments clés de la politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement sont présentés ci-après :

- renforcement des critères de cofinancement, différenciés par niveau de revenu et charge de morbidité ;
- actualisation des exigences de centrage des candidatures ;
- financement de transition en soutien aux composantes de maladie ne pouvant plus recevoir de financements du Fonds ;
- insistance sur les domaines thématiques clés pertinents pour la pérennité, notamment le soutien à la planification précoce, solide et ouverte des activités de pérennisation et de transition, l'amélioration de l'efficacité, les efforts visant à lever les obstacles à l'accès aux services liés aux droits humains et au genre, la poursuite de l'alignement sur les systèmes nationaux, et les investissements stratégiques liés à l'établissement de SRPS.

Des informations supplémentaires sont présentées dans la [Note d'orientation du Fonds mondial sur la pérennité, la transition et le cofinancement](#)⁶⁵.

8.1 Cofinancement

Les financements du Fonds mondial sont loin de suffire à financer intégralement le coût des ripostes nationales pour en finir définitivement avec les trois épidémies et améliorer la santé de tous. Si l'on veut obtenir un impact durable sur les trois maladies, les engagements financiers de sources publiques doivent jouer un rôle prépondérant dans l'application des stratégies nationales. Il est dès lors crucial que les pouvoirs publics nationaux maintiennent et augmentent les ressources affectées au financement des programmes nationaux de lutte contre les maladies et au secteur de la santé. La politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement contient des exigences de cofinancement destinées à stimuler une augmentation des ressources nationales consacrées à la santé et aux programmes de lutte contre les trois maladies. Ces exigences sont différenciées en fonction des revenus des pays, afin d'encourager le centrage progressif des investissements

⁶⁴ GF/B35/DP08 « Politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement », sous « Documents programmatiques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/governance-policies/>

⁶⁵ « Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement », sous « Notes techniques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

nationaux supplémentaires sur des activités et dans des domaines thématiques spécifiques le long du continuum de développement tandis que les pays préparent leur transition. Globalement, les exigences de cofinancement visent à encourager l'augmentation des dépenses dans la santé et la prise en charge progressive par le pays des principaux coûts programmatiques.

Pour les pays à charge de morbidité élevée et aux ressources limitées, la politique met davantage l'accent sur les investissements nationaux en vue de mettre en place des SRPS et évoluer vers la couverture sanitaire universelle. À mesure que leurs ressources économiques augmentent ou que leur charge de morbidité baisse, les pays doivent accroître leurs efforts de préparation et de planification de la transition, et augmenter progressivement les exigences de cofinancement en ciblant des difficultés spécifiques à la pérennité et la transition (notamment des programmes en faveur des populations clés et vulnérables dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure).

Sélection des sources de cofinancement

Le Fonds mondial définit le cofinancement comme l'ensemble des ressources publiques et des contributions privées nationales qui financent le secteur de la santé et les plans stratégiques nationaux soutenus par le Fonds mondial. Ces ressources peuvent provenir :

- de recettes publiques aux niveaux central, régional et local ;
- de prêts contractés auprès de sources externes ou de créanciers privés ;
- de revenus dégagés par l'allègement de la dette, notamment dans le cadre des accords Debt2Health établis avec le Fonds mondial ;
- de l'assurance-maladie sociale ;
- de contributions vérifiables de sociétés nationales et d'organismes philanthropiques qui financent les plans stratégiques nationaux.

Exigences minimales de cofinancement

La politique définit deux exigences de cofinancement principales pour l'accès à chaque allocation du Fonds mondial :

Exigence 1 : Accroissement progressif des dépenses publiques pour la santé en vue de répondre aux objectifs nationaux de couverture sanitaire universelle (CSU) ;

Exigence 2 : Augmentation avérée du cofinancement des programmes soutenus par le Fonds mondial pendant chaque période d'allocation, en vue d'une prise en charge progressive des principaux coûts des plans stratégiques nationaux.

De plus, afin d'encourager les investissements nationaux, une **incitation au cofinancement** de 15 % **minimum** de l'allocation du pays (parfois plus) est mise à la disposition du pays si celui-ci s'engage à accroître ses financements pendant la période de mise en œuvre, et s'y conforme (au vu des dépenses engagées sur la période de mise en œuvre précédente).

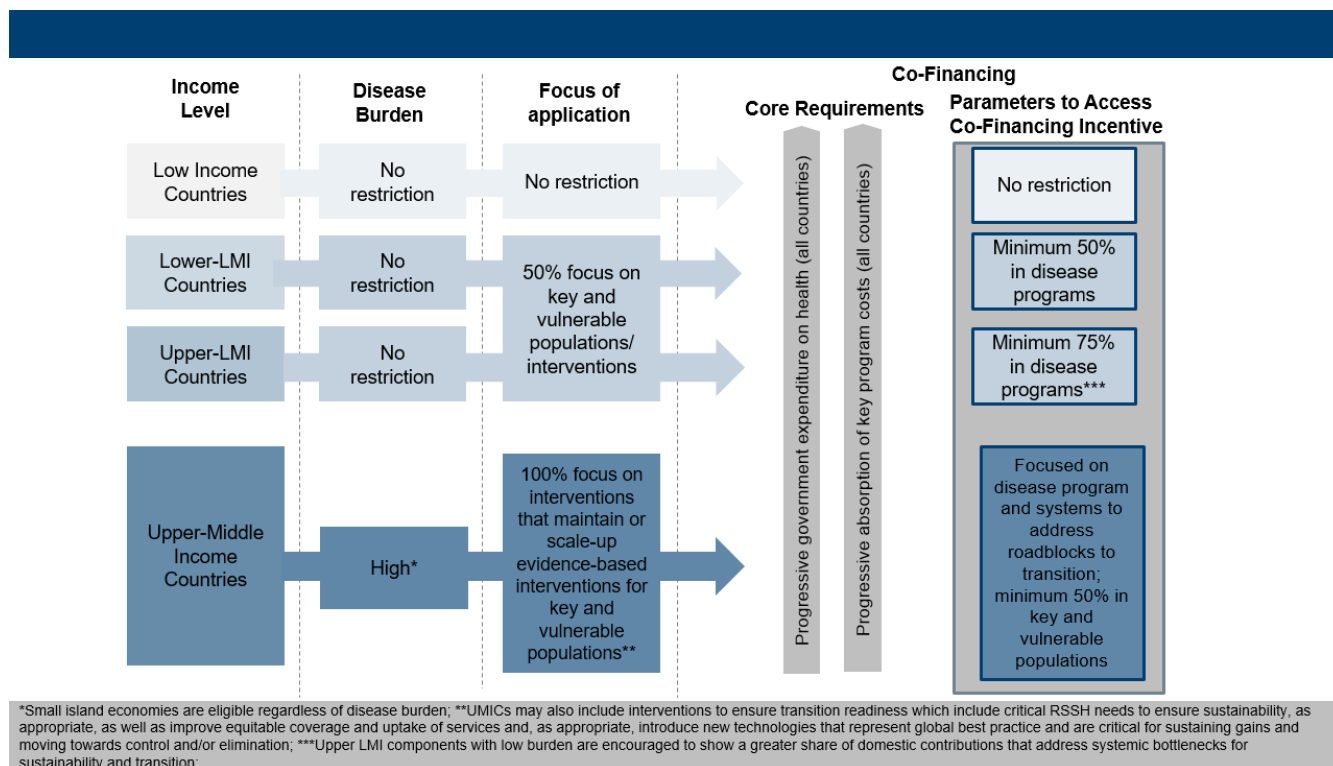
Sélection des sources d'« investissements nationaux supplémentaires » pour bénéficier de l'incitation au cofinancement

Les investissements nationaux supplémentaires correspondent à l'augmentation des investissements nationaux pendant la période de mise en œuvre des subventions 2020-2022, par rapport à la précédente période de mise en œuvre de même durée.

L'incitation au cofinancement fixée est communiquée dans la lettre d'allocation. Pour en bénéficier, il faut que les investissements nationaux supplémentaires :

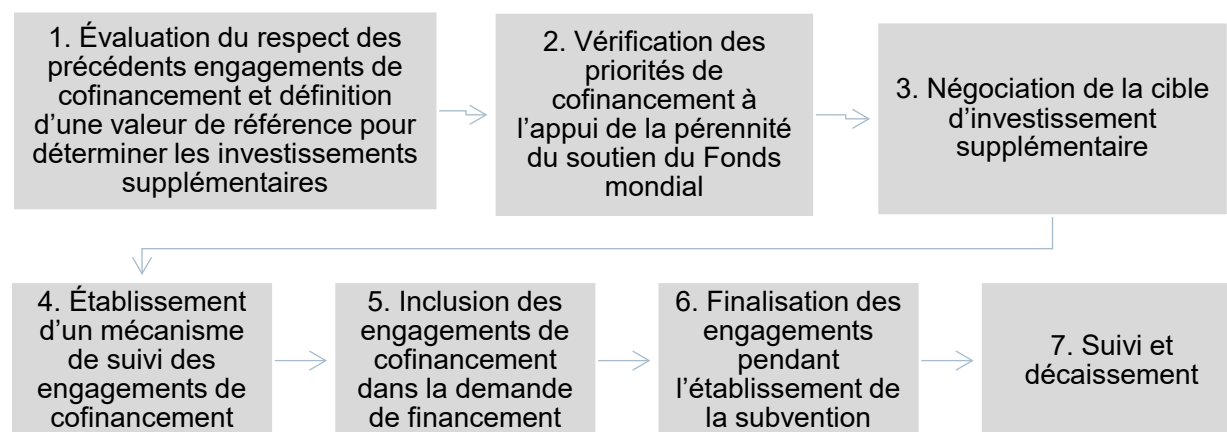
- représentent au moins 50 % de l'incitation au cofinancement pour les pays à faible revenu, et au moins 100 % de cette incitation pour les pays à revenu intermédiaire ;
- soient affectés aux domaines prioritaires des plans stratégiques nationaux, conformément aux orientations en matière d'investissement élaborées avec les partenaires (y compris les orientations spécifiques aux régions, le cas échéant) ;
- soient attestés par l'affectation de fonds à des postes budgétaires spécifiques, ou d'autres mécanismes de garantie convenus.

Le niveau et le centrage des engagements des autorités publiques requis pour bénéficier de l'incitation au cofinancement seront approuvés dans le cadre du dialogue au niveau du pays et dépendront des besoins de financement, des engagements existants, des tendances des dépenses antérieures, de la répartition par programme, du revenu du pays et de la marge budgétaire. En général, les paramètres présentés dans le visuel suivant s'appliqueront lors de l'évaluation des contributions au cofinancement :



Attestation du respect des exigences de cofinancement supplémentaires

Bien que les montants précis des engagements futurs supplémentaires soient différents pour chaque pays, le processus général d'identification, de définition et de suivi des engagements est similaire pour l'ensemble des pays :



1. Évaluation du respect des précédents engagements de cofinancement et définition d'une valeur de référence pour déterminer les investissements supplémentaires

Les preuves du respect des engagements de cofinancement pendant la période de mise en œuvre de la précédente allocation, ainsi que des éléments pour justifier, le cas échéant, le non-respect de ces engagements, doivent être officiellement envoyés au Fonds mondial avant ou au moment de l'envoi de la première demande de financement au titre de la prochaine période d'allocation. Les

informations attendues concernent l'exécution des dépenses ou du budget pour les deux premières années de mise en œuvre de la précédente allocation et le budget de la troisième année. Le Fonds mondial peut demander des renseignements supplémentaires au ministère des Finances, à d'autres ministères pertinents ou à l'ICN. Si le pays n'a pas pu tenir ces engagements, le Fonds mondial peut être amené à réduire le montant des subventions existantes ou de la prochaine somme allouée.

Le cofinancement réalisé durant la période de mise en œuvre de la précédente allocation servira de base pour fixer le montant d'un cofinancement « supplémentaire » durant la période de mise en œuvre suivante.

2. Vérification des priorités de cofinancement à l'appui de la pérennité du soutien du Fonds mondial, des programmes nationaux et des systèmes de santé

Le financement national du secteur de la santé dans son ensemble et des programmes de lutte contre les maladies en particulier doit être au centre des discussions organisées dans le cadre du dialogue au niveau du pays. Des parties prenantes essentielles, notamment des représentants des ministères des Finances et de la Santé, doivent participer à ces discussions.

En particulier dans les pays à forte charge de morbidité⁶⁶ enregistrant de faibles dépenses dans la santé ou générant peu de recettes⁶⁷, il importe de renforcer les plans nationaux afin d'établir et de mettre en œuvre des stratégies de financement de la santé visant à améliorer cette part des financements publics. Examinez les soutiens actuels de partenaires en lien avec ces initiatives et discutez des besoins de soutien supplémentaire dans le cadre des subventions afin d'en accélérer la mise en œuvre, le cas échéant. En l'absence d'initiatives spécifiques, étudiez avec les partenaires les soutiens possibles permettant d'établir des stratégies de financement de la santé dans le cadre des subventions du Fonds mondial⁶⁸.

Examinez les ressources disponibles et les déficits de financement pour les programmes soutenus par le Fonds mondial, au regard des plans stratégiques nationaux chiffrés. À travers l'engagement de l'ICN et des parties prenantes clés, centrez la discussion sur les stratégies à long terme de pérennisation des programmes par une augmentation des investissements nationaux et des contributions de cofinancement spécifiques pour la prochaine période de mise en œuvre, tenant compte des déficits de financement ; le niveau de dépendance envers le Fonds mondial, globalement et pour des interventions spécifiques ; les stratégies et références régionales ; les priorités identifiées par le Fonds mondial dans les lettres d'allocation ; et les domaines prioritaires de transition et de pérennisation, le cas échéant⁶⁹. Examinez l'intérêt et la faisabilité d'une mise en œuvre de solutions de financement novatrices soutenues par le Fonds mondial⁷⁰.

3. Négociation de la cible d'investissement supplémentaire

La part de l'allocation déterminant l'incitation au cofinancement sera communiquée dans la lettre d'allocation et sera de 15 % ou plus, selon l'examen des facteurs spécifiques au pays. Ce pourcentage de cofinancement détermine le montant minimum que les pays doivent engager, et honorer, afin de recevoir l'allocation complète. L'équipe de pays du Fonds mondial prend contact avec l'ICN et les autorités compétentes, selon les besoins, pour discuter et convenir de domaines stratégiques nécessitant des investissements nationaux supplémentaires de manière à pouvoir bénéficier de la prime de cofinancement. Les investissements supplémentaires permettant d'accéder à cette prime doivent se concentrer sur les priorités stratégiques du pays et être alignés sur les exigences et les priorités de la politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement soulignées par le Fonds mondial dans la lettre d'allocation.

4. Établissement d'un mécanisme de suivi des engagements de cofinancement

L'ICN et le gouvernement doivent déterminer et inclure dans les demandes de financement l'outil de suivi permettant de constater les investissements liés au cofinancement et de les valider en temps

⁶⁶ Pays dont la charge de morbidité de deux maladies ou plus est élevée, selon la définition de la politique d'admissibilité

⁶⁷ Pays dont les dépenses de santé représentent moins de 8 % des dépenses publiques et dont les recettes fiscales sont inférieures à 15 % du produit national brut

⁶⁸ Référez-vous à la note d'orientation sur la pérennité et la transition des programmes soutenus par le Fonds mondial.

⁶⁹ Référez-vous à la note d'orientation sur la pérennité et la transition des programmes soutenus par le Fonds mondial.

⁷⁰ Les initiatives Debt2Health, les obligations à effet social, les modèles de financement mixte et les initiatives du secteur privé.

opportun. Les mécanismes de suivi du respect des engagements de cofinancement peuvent inclure des outils rendant compte de l'exécution du budget/des dépenses publiques au regard des sommes allouées réservées, des comptes nationaux de santé, de l'évaluation des dépenses nationales consacrées au sida, des examens des dépenses ou d'autres documents vérifiables et fiables attestant du décaissement de fonds nationaux ou de la mise en œuvre d'activités convenues.

5. Inclusion des engagements de cofinancement dans la demande de financement

L'ICN doit présenter officiellement les engagements pris par le pays dans la demande de financement au moyen du tableau relatif au paysage du financement. Dans ce tableau, il est demandé de ventiler annuellement les dépenses et les engagements financiers nationaux par programme – VIH, tuberculose, paludisme et RSS. La partie narrative de la demande de financement doit également inclure une présentation du paysage de financement et de cofinancement.

L'ICN doit également fournir les documents appropriés afin de justifier ces engagements. Cette documentation comprend les plans stratégiques nationaux officiels, les cadres de dépenses à moyen terme et les estimations budgétaires. Le Fonds mondial peut demander que ces engagements soient en outre officialisés par écrit par le ministère des Finances ou par une autre autorité compétente. Dans le cadre de la procédure d'examen, le Secrétariat du Fonds mondial et le Comité technique d'examen des propositions examinent ensuite la demande de financement, y compris les informations fournies concernant le cofinancement.

6. Finalisation des engagements de cofinancement pendant l'établissement de la subvention

Une fois la demande de financement acceptée en vue de l'établissement de la subvention, l'équipe de pays et l'ICN règlent les derniers détails des engagements et des modalités de suivi pendant la phase d'établissement de la subvention. L'accord de subvention intégrera les engagements nationaux et toutes les conditions applicables concernant la portée et le suivi de ces engagements, ainsi que leur incidence sur le déblocage des fonds de subvention.

7. Suivi et décaissement

L'ICN doit suivre les progrès réalisés au regard des engagements et fournir la preuve de leur concrétisation conformément au calendrier établi. Le Fonds mondial vérifiera si le pays a rempli ses engagements en matière de cofinancement. Si tel n'est pas le cas, cela pourra avoir une incidence sur les décisions annuelles de financement ou la disponibilité des fonds alloués sur les périodes suivantes.

Exceptions à l'obligation de répondre aux exigences de cofinancement

Par défaut, toutes les composantes dans le pays qui peuvent prétendre à un financement du Fonds mondial doivent répondre aux exigences de cofinancement pour obtenir la somme qui leur est allouée, que le RP soit une organisation gouvernementale ou non gouvernementale (notamment issue du secteur privé). Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, si un pays n'est pas en mesure de satisfaire aux exigences, le Fonds mondial peut envisager de ne pas appliquer les critères, sous réserve que l'ICN lui fournisse de solides justifications.

En outre, les candidatures multipays⁷¹ et les candidats autres que des ICN ne sont pas tenus de respecter les exigences de cofinancement décrites dans la politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement.

Des informations supplémentaires sur le cofinancement sont présentées dans la [Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement](#)⁷².

⁷¹ Cette exonération pour un pays devant bénéficier de subventions régionales n'est applicable que si aucune somme n'est allouée à ce pays, en dehors des subventions régionales.

⁷² « Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement », sous « Notes techniques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

Conseils aux candidats en matière de cofinancement

Prenez des mesures sans tarder pour remédier aux éventuels manques de données. Le contrôle du respect des exigences de cofinancement requiert de solides mécanismes de suivi des ressources. Si le manque de données fiables sur les dépenses publiques constitue un problème majeur, contactez le Secrétariat du Fonds mondial de manière à prendre les mesures appropriées pour rectifier la situation. Ces mesures pourront notamment prendre la forme d'une rapide évaluation par les partenaires ou des institutions dans le pays, du renforcement des systèmes publics de gestion financière ou de l'incorporation d'outils de suivi des dépenses tels que les comptes nationaux de santé. Les ICN peuvent consulter leur gestionnaire de portefeuille du Fonds afin d'allouer ou de réaffecter des fonds de subventions existants à des investissements visant à améliorer la fiabilité des données sur la santé et les dépenses liées aux programmes de lutte contre les maladies.

Documents et ressources nationaux pouvant servir à évaluer les engagements et les dépenses d'ordre financier :

- Plans stratégiques nationaux
- Cadre de dépenses à moyen terme
- Budgets de l'État et pièces justificatives
- Dépassements de budget et obligations
- Comptes publics et comptes des entités autonomes telles que le Comité national contre le sida et les fonds de lutte contre l'une des maladies
- Relevé de paiement, par les bénéficiaires, des dépenses de sécurité sociale
- Comptes nationaux de la santé et sous-comptes par maladie
- Évaluation des dépenses nationales relatives au sida
- Examens des dépenses publiques
- Enquêtes de suivi des dépenses publiques
- Évaluation du programme et rapports d'examen
- Rapports annuels du ministère de la Santé ou rapports sur les programmes de lutte contre les maladies

Financement de transition

Lorsqu'une composante de maladie perd son admissibilité, elle peut éventuellement prétendre à un financement de transition d'une durée maximale de trois ans, avant de prendre à sa charge le financement et la gestion de la riposte nationale. Si la composante reçoit un financement de transition, la demande de financement doit être centrée exclusivement sur des activités essentielles au maintien de la couverture des services et à l'atténuation des faiblesses stratégiques pouvant entraver les avancées face aux trois maladies à l'issue du soutien du Fonds mondial. La demande de financement relative aux composantes visées par un « financement de transition » fera l'objet d'un examen personnalisé par le Comité technique d'examen des propositions, et les candidats sollicitant un financement de transition doivent accompagner leur demande de financement d'un **plan de travail de transition**. Celui-ci s'inspirera de préférence de la démarche globale des programmes nationaux ou d'une stratégie de transition ou de l'évaluation de l'état de préparation (ou d'une analyse équivalente). Dans tous les cas, le plan de travail doit s'inscrire dans le prolongement du PSN et des plans relatifs au secteur de la santé.

Des informations supplémentaires sur le financement de transition et le plan de travail de transition sont fournies dans la [Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement](#)⁷³.

⁷³ « Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement », sous « Notes techniques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

8.2 Exigences de centrage des candidatures

Aux fins de renforcer l'impact et la pérennité des investissements du Fonds mondial, les exigences de centrage des candidatures indiquent aux pays comment ils doivent investir leurs subventions. Ces exigences diffèrent selon la catégorie de revenu du pays et visent à s'assurer que les financements du Fonds mondial atténuent stratégiquement les faiblesses majeures, notamment les obstacles liés aux droits humains et au genre, l'établissement de SRPS, et les services auprès des populations clés et vulnérables, dans divers contextes aux différents stades du continuum de développement. La conformité à ces exigences est vérifiée dans le cadre de l'examen des demandes de financement des pays. Les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont tenus de se conformer aux exigences de centrage ci-après :

Pays à faible revenu : Les pays à faible revenu ne sont visés par aucune restriction sur la portée programmatique du financement au titre de la somme allouée pour les demandes relatives au VIH, à la tuberculose ou au paludisme et les candidats sont fortement encouragés à inclure des interventions en faveur des SRPS. Les candidatures doivent prévoir, selon les cas, des interventions visant à répondre aux besoins des populations clés et vulnérables et à s'attaquer aux obstacles, aux inégalités et aux vulnérabilités liés au genre et aux droits humains qui entravent l'accès aux services.

Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure : Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure doivent allouer 50 % au moins du financement au titre de la somme allouée à des interventions spécifiques à une maladie à destination des populations clés et vulnérables ou à des interventions ayant l'impact le plus marqué dans un contexte épidémiologique défini. Les demandes concernant les SRPS doivent essentiellement porter sur l'amélioration de l'ensemble des résultats du programme ciblant les populations clés et vulnérables pour au moins deux des maladies et avoir pour but de soutenir le déploiement à grande échelle, l'efficacité et l'alignement des interventions. Les candidatures doivent prévoir, selon les cas, des interventions visant à s'attaquer aux obstacles, aux inégalités et aux vulnérabilités liés au genre et aux droits humains qui entravent l'accès aux services.

Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure : Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure doivent centrer 100 % de l'allocation du Fonds mondial sur des activités qui permettent de conserver ou d'intensifier les interventions fondées sur des éléments concrets auprès des populations clés et vulnérables. Les candidatures doivent prévoir, selon les cas, des interventions visant à s'attaquer aux obstacles et aux vulnérabilités liés au genre et aux droits humains qui entravent l'accès aux services. Les candidatures peuvent également inclure de nouvelles technologies reflétant les meilleures pratiques mondiales et jouant un rôle essentiel pour pérenniser les acquis et progresser vers la maîtrise ou l'élimination. Elles peuvent en outre mentionner les interventions qui favorisent la préparation à la transition, lesquelles doivent tenir compte des besoins essentiels des SRPS en matière de pérennité, selon les cas, et de l'amélioration de l'équité de la couverture et de l'utilisation des services.

Financement de transition : Comme indiqué ci-avant, conformément à la Politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement, les financements de transition sont destinés aux activités prévues dans le plan de travail de transition du pays concerné. De plus, les candidats doivent tenir compte des exigences plus larges en matière de centrage des candidatures pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, comme expliqué ci-dessus.

Des informations supplémentaires sur les exigences de centrage des candidatures sont présentées dans la [Politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement](#)⁷⁴.

Pour tout supplément d'information sur la pérennité, la transition et le cofinancement, référez-vous aux documents ci-après :

[Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement](#)⁷⁵

[Politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement](#)⁷⁶

[Formation en ligne sur la compréhension des notions de pérennité, de transition et de cofinancement](#)⁷⁷

[Formation en ligne sur la pérennité et la transition \(pour les ICN\)](#)⁷⁸

⁷⁴ « Politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement », sous « Documents programmatiques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/governance-policies/>

⁷⁵ « Politique en matière de pérennité, de transition et de cofinancement », sous « Notes techniques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

⁷⁶ GF/B35/04 « Politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement », sous « Documents programmatiques » : <https://www.theglobalfund.org/fr/governance-policies/>

⁷⁷ « Understanding Sustainability, Transition and Co-Financing », sous « 2020-2022 Funding Cycle eLearnings ». L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire : <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

⁷⁸ Le lien peut vous diriger vers la page de connexion. L'inscription est gratuite et la connexion est obligatoire. Une fois connecté, cliquez de nouveau sur le lien pour accéder à la formation en ligne, ou rendez-vous à « Sustainability and Transition », sous « CCM Orientation Program » : <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

Les six critères d'admissibilité applicables aux ICN restent inchangés pour le cycle de

9. Informations supplémentaires sur les critères d'admissibilité des instances de coordination nationale

financement 2020-2022. Cependant, aux fins du critère numéro six, un indicateur supplémentaire (et deux indicateurs de norme minimale) ont été ajoutés, rappelant l'obligation d'appliquer le Code d'éthique et la politique relative aux conflits d'intérêts tout au long du cycle de vie des subventions du Fonds mondial.

Deux méthodes distinctes peuvent désormais être appliquées afin d'évaluer les résultats de l'ICN (relative aux critères d'admissibilité 3 à 6) avant l'envoi d'une demande de financement :

- Les pays ayant participé au projet pilote d'évolution des ICN ont conduit « l'évaluation mise à jour ».
- Tous les autres pays sont tenus de mener une autoévaluation allégée.

Pour tout supplément d'information, référez-vous aux directives relatives aux ICN :

Critère d'admissibilité 1 : procédure d'établissement de la note conceptuelle transparente et ouverte

Critère d'admissibilité 2 : procédure de sélection du RP ouverte et transparente

Critère d'admissibilité 3 : planification et mise en œuvre du suivi stratégique

Critère d'admissibilité 4 : sélection de membres des ICN issus des communautés touchées

Critère d'admissibilité 5 : procédures de sélection de membres des ICN ne provenant pas du secteur public

Critère d'admissibilité 6 : adoption du Code d'éthique et gestion des conflits d'intérêts au sein des ICN

Le gestionnaire de portefeuille du Fonds communiquera à l'instance la méthode d'évaluation à appliquer.

9.1 Documents de conformité aux critères d'admissibilité 1 et 2 des instances de coordination nationale

Lorsqu'il reçoit une demande de financement, le Secrétariat du Fonds mondial examine les critères d'admissibilité 1 et 2 relatifs à la procédure d'élaboration de la demande de financement transparente et ouverte et à la procédure de sélection des RP ouverte et transparente.

Le Secrétariat a classé les ICN par niveau d'examen : normal ou allégé. Ce classement dépend des résultats annuels obtenus avec l'outil d'évaluation de l'admissibilité et des résultats (qui cible les critères d'admissibilité 3 à 6) et des informations contextuelles supplémentaires émanant du département du Fonds mondial chargé des questions liées aux communautés, aux droits et au genre.

Les documents demandés pour démontrer que les critères d'admissibilité 1 et 2 sont remplis dépendent du niveau d'examen prévu pour l'instance. Toutefois, il faudra produire des documents standard attestant que le critère 2 est rempli si l'ICN propose comme RP une nouvelle entité ou une entité ayant déjà exercé cette fonction, mais dont la dernière notation en date est inférieure ou égale à B2.

Les ICN seront informées par la lettre d'allocation du niveau d'examen auquel elles seront soumises et des pièces à fournir pour les critères 1 et 2.

9.2 Normes minimales pour les maîtres d'œuvre

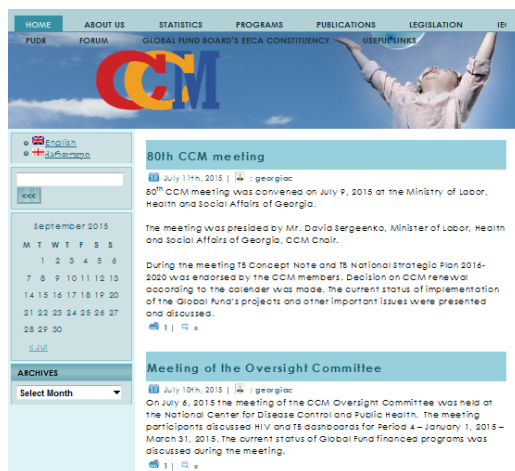
En plus des critères d'admissibilité des instances, les maîtres d'œuvre sont tenus de satisfaire aux neuf normes minimales ci-après :

- Le RP dispose de structures de gestion et de planification efficaces.
- Le RP a les capacités et les systèmes nécessaires à une gestion et à un suivi stratégique efficaces des SR.
- Le système de contrôle interne du RP prévient et détecte efficacement les abus ou les fraudes.
- Le système de gestion financière du RP est efficace et précis.
- L'entrepôt central et les entrepôts régionaux ont la capacité nécessaire et respectent les bonnes pratiques de stockage.
- Les systèmes de distribution et les modalités de transport sont efficaces et permettent d'assurer l'approvisionnement continu et sécurisé en produits de santé.
- Il existe des capacités et des outils de collecte de données pour assurer le suivi des résultats du programme.
- Il existe un système de communication de l'information régulière opérationnel ayant une couverture raisonnable pour rendre compte des résultats du programme.
- Les maîtres d'œuvre sont en mesure de respecter les exigences de qualité et de contrôler la qualité des produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement dans le pays.

9.3 Étude de cas : Préparation d'une demande de financement transparente et ouverte par la Géorgie

L'élaboration de la demande de financement liée au VIH de la Géorgie illustre bien comment impliquer un large éventail de parties prenantes et préserver la transparence pendant le dialogue au niveau du pays.

Plusieurs sections du site Web accessible au public de l'ICN sont aisément consultables et facilitent le processus d'élaboration de demandes de financement. Elles proposent des ressources comme les résultats actuels, les procès-verbaux de diverses conférences, les documents relatifs à la stratégie et les rapports annuels du Fonds mondial. Nombre de ces documents sont disponibles en anglais et en géorgien, afin de toucher un plus large éventail de parties prenantes dans le pays.



Ce site Web complète et améliore le processus d'élaboration de demandes de financement grâce à une compilation de documents pertinents issus de sources clés, notamment :

- les plans stratégiques nationaux spécifiques aux maladies de la Géorgie ;
- des résumés d'interventions mises en œuvre par l'État, le Fonds mondial et d'autres partenaires ;
- des enquêtes de tendance sur les risques liés au VIH et la prévention dans les populations clés ;
- des études comparatives, des études portant sur les résultats, des documents de politique générale et divers articles.

Presque toutes les sections du site Web contiennent une zone de commentaires en ligne accessible à tous, pour encourager les visiteurs à poser des questions et laisser des commentaires, et solliciter les observations des parties prenantes. La page d'accueil attire l'attention sur les récents développements et permet aux visiteurs de consulter les messages postés dans toutes les rubriques.

Dans un souci de transparence, l'ICN utilise ce site Web comme une plateforme qui héberge une grande variété de ressources pertinentes, des informations très complètes sur le rôle et la composition de l'ICN, ainsi que des informations actualisées sur la circonscription du Conseil

d'administration du Fonds mondial. L'exemple de cette instance montre comment la transparence et la participation du plus grand nombre pendant le dialogue au niveau du pays peuvent contribuer à la soumission d'une demande de financement de qualité.

Conseils aux candidats sur l'admissibilité des ICN

Le Fonds mondial a également identifié les meilleures pratiques relatives au critère d'admissibilité 2, mises en évidence lors de l'examen préliminaire de l'admissibilité des ICN :

- publier un appel à candidatures de récipiendaires principaux via différents canaux de communication (radio, sites Web, courriels, journaux) avec un délai de candidature de 14 jours au moins ;
- constituer un comité pour examiner les candidatures des récipiendaires principaux selon des critères clairs. Choisir les membres de ce comité lors d'un vote à bulletin secret des membres de l'ICN ;
- présenter la liste des RP présélectionnés recommandés à l'ensemble de l'ICN pour examen final ;
- faire preuve de transparence lors du choix ou de la reconduction d'un RP (vote à bulletin secret, par exemple), en veillant à ce que la politique de gestion des conflits d'intérêts soit suivie et documentée.

Sollicitez également des parties prenantes autres que des membres de l'ICN. Concernant le critère d'admissibilité 1 (procédure ouverte d'élaboration des demandes de financement), les instances devraient envisager de faire appel à des participants non traditionnels. Elles peuvent par exemple solliciter des experts en RSS ou en matière de santé maternelle, néonatale et infantile dans le pays.

Des informations et ressources supplémentaires sur l'admissibilité des ICN sont présentées dans les documents ci-après :

[Politique et outil d'évaluation des instances de coordination nationale](#)⁷⁹

[Directives relatives aux critères d'admissibilité 1 et 2 des instances de coordination nationale](#)⁸⁰

[Vidéo de présentation du Fonds mondial et des instances de coordination nationale](#)⁸¹

⁷⁹ « Outil d'évaluation de l'admissibilité et des résultats selon la stratégie allégée », sous « sous Observations » :

<https://www.theglobalfund.org/fr/country-coordinating-mechanism/eligibility/>

⁸⁰ « Directives relatives aux critères d'admissibilité 1 et 2 des instances de coordination nationale », sous « Informations sur le modèle de financement » : <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/applying/resources/>

⁸¹ « Présentation du Fonds mondial et des instances de coordination nationale », sur YouTube :

<https://www.youtube.com/watch?v=P5OmRHJ2NbA>

10. Supplément d'information sur les populations clés et vulnérables

Le Fonds mondial s'appuie sur la définition des populations clés et vulnérables fournie dans le [Plan d'action en faveur des populations clés 2014-2017](#)⁸², établi au terme d'un processus consultatif avec des organismes techniques, des représentants de la société civile et des groupes communautaires.

Les populations clés sont ces personnes qui courent davantage de risques de contracter le VIH, la tuberculose et le paludisme en raison : a) d'un risque, de vulnérabilités ou d'une charge de morbidité accrus, du fait de facteurs biologiques, socioéconomiques et structurels ; b) d'un accès aux services nettement plus faible ; et c) de fréquentes violations des droits humains, de privation systématique de leurs droits ou de pénalisation.

Les populations vulnérables sont exposées à des vulnérabilités accrues dans des contextes spécifiques, sans pour autant répondre aux critères ci-avant. C'est notamment le cas des adolescentes et des jeunes femmes, des personnes à mobilité réduite et des partenaires des populations mentionnées ci-avant.

10.1 Populations clés dans le contexte du VIH

Dans le contexte du VIH, les populations clés peuvent inclure :

- les personnes vivant avec le VIH ;
- les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes ;
- les personnes transgenres, en particulier les femmes transgenres ;
- les consommateurs de drogues injectables ;
- les travailleurs du sexe ;
- les personnes incarcérées et détenues ;
- les partenaires de membres des groupes précités.

10.2 Populations clés dans le contexte de la tuberculose

Dans le contexte de la tuberculose, les populations clés peuvent inclure :

- les personnes diagnostiquées ou traitées pour une tuberculose ;
- les personnes incarcérées et détenues ;
- les personnes vivant avec le VIH ;
- les migrants, les réfugiés et les populations indigènes.

10.3 Populations vulnérables dans le contexte du paludisme

Dans le contexte du paludisme, les populations clés peuvent inclure :

- les personnes ayant reçu un diagnostic de paludisme ou s'étant remises du paludisme ;
- les femmes enceintes ;
- les enfants de moins de cinq ans ;
- les réfugiés et les personnes déplacées ;
- les populations vivant dans les régions où le paludisme est endémique ;
- les travailleurs migrants.

⁸² « Plan d'action en faveur des populations clés 2014-2017 » :

https://www.theglobalfund.org/media/1267/publication_keypopulations_actionplan_fr.pdf

Des orientations sur la programmation des interventions auprès des populations clés et vulnérables et des informations supplémentaires sont présentées sur la page du site Web du Fonds mondial dédiée aux [populations clés](#)⁸³.

⁸³ À l'adresse : <https://www.theglobalfund.org/fr/key-populations/>

11.1 Liste des abréviations utilisées couramment

11. Liste des acronymes

HMIS	Système d'information pour la gestion de la santé
ICN	Instance de coordination nationale
JANS	Évaluation conjointe des stratégies nationales
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PSN	Plan stratégique national
RHS	Ressources humaines pour la santé
RP	Réциpiendaire principal
RSS	Renforcement des systèmes de santé
sida	Syndrome d'immunodéficience acquise
SR	Sous-réциpiendaire
SRPS	Systèmes résistants et pérennes pour la santé
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

12. Liste récapitulative des principaux documents nécessaires pour la demande de financement

Il existe cinq types de demandes de financement pour le cycle de financement 2020-2022. Chacune d'entre elles comprend un formulaire de demande, des annexes clés et des pièces justificatives. Le Fonds mondial fournit des instructions, des orientations et des ressources pour les différents éléments de la demande de financement. Les liens Internet pour chacune de ces ressources sont accessibles au chapitre 13 : Guide des ressources liées au cycle de financement 2020-2022.

Élément		Instructions	Disponibilité	Orientation supplémentaire	Exigence selon le type de demande
Demande de financement	<input type="checkbox"/> Examen complet	Disponible sur le site Web.	Les candidats recevront un document type de demande de financement (format Word) envoyé par leur équipe de pays. Des versions PDF sont disponibles sur le site Web du Fonds mondial à titre de référence.	Les webinaires et les modules de formation en ligne pour chaque demande sont disponibles sur iLearn .	Obligatoire pour tous les candidats.
	<input type="checkbox"/> Reconduction de programme	Disponible sur le site Web.			
	<input type="checkbox"/> Demande adaptée aux plans stratégiques nationaux	Disponible sur le site Web.			
	<input type="checkbox"/> Demande adaptée aux portefeuilles ciblés	Disponible sur le site Web.			
	<input type="checkbox"/> Demande adaptée à la transition	Disponible sur le site Web.			
Tableau des lacunes programmatiques	<input type="checkbox"/> Paludisme	Les instructions pour les tableaux sont incluses dans chaque document type.	Les candidats téléchargent un document type sur le site Web du Fonds mondial.	Les enregistrements des webinaires et les modules de formation en ligne sont disponibles sur iLearn .	Obligatoire pour chaque élément requis.
	<input type="checkbox"/> Tuberculose				
	<input type="checkbox"/> VIH				

Élément		Instructions	Disponibilité	Orientation supplémentaire	Exigence selon le type de demande
	<input type="checkbox"/> Coinfections VIH-tuberculose				
<input type="checkbox"/> Tableau du paysage de financement		Les instructions pour le tableau sont incluses dans le document type.	Les candidats téléchargent un document type sur le site Web du Fonds mondial.	Les enregistrements des webinaires et les modules de formation en ligne sont disponibles sur iLearn .	Obligatoire pour tous les candidats.
<input type="checkbox"/> Cadre de résultats		Les instructions pour le tableau sont incluses dans le document type.	Adapté à chaque pays, le document type est transmis aux candidats par leur équipe de pays.	Les enregistrements des webinaires et les modules de formation en ligne sont disponibles sur iLearn .	Pour tout supplément d'informations, référez-vous à la note de politique opérationnelle sur les subventions.
<input type="checkbox"/> Budget		Des instructions générales sont incluses dans le document type. Des instructions détaillées sont disponibles sur le site Web.	Adapté à chaque pays, le document type est transmis aux candidats par leur équipe de pays.	Les enregistrements des webinaires et les modules de formation en ligne sont disponibles sur iLearn .	Pour tout supplément d'informations, référez-vous à la note de politique opérationnelle sur les subventions.
<input type="checkbox"/> Cartographie des modalités de mise en œuvre		Disponible sur le site Web.	Des instructions sont disponibles sur le site Web.		Nécessaire pour les demandes de financement si le programme se poursuit avec le même RP. Si le RP change, la cartographie actualisée pourrait être proposée dans le cadre du processus d'octroi de la subvention.
<input type="checkbox"/> Tableaux des données essentielles			Les tableaux des données essentielles sont préremplis avec des données accessibles au public sur le site Web.		Les candidats sont tenus d'ajouter les données supplémentaires utilisées lors de l'établissement de la demande de financement.
<input type="checkbox"/> Approbation de la demande de financement par l'ICN			Le document type est disponible sur le site Web.		Obligatoire pour tous les candidats.
<input type="checkbox"/> Déclaration de conformité des ICN		Disponible sur le site Web	Le document type est disponible sur le site Web.	Les directives concernant les critères d'admissibilité 1 et 2 sont accessibles sur le site Web.	Obligatoire pour tous les candidats.

Élément		Instructions	Disponibilité	Orientation supplémentaire	Exigence selon le type de demande
<input type="checkbox"/> Pièces justificatives confirmant que les exigences de cofinancement ont été remplies pour la période d'allocation actuelle			Les candidats peuvent joindre des pièces justificatives sous tout type de format leur convenant. Un document type optionnel pour les engagements de cofinancement est disponible.		Obligatoire pour tous les candidats.
		<input type="checkbox"/> Pièces justificatives relatives aux engagements de cofinancement pris au titre de la prochaine période d'allocation			Obligatoire pour tous les candidats.
<input type="checkbox"/> Plan de travail de transition			De nombreux pays ont élaboré ces documents au cours du cycle de financement 2017-2019. Utiliser ces plans de travail est essentiel pour poursuivre le renforcement de la préparation à la transition.	Des orientations sur le renforcement de la planification de la pérennité et de la transition sont disponibles dans la Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement .	Obligatoire pour les demandes adaptées à la transition. Doit être envoyé, si disponible, avec la candidature adaptée aux portefeuilles ciblés.
<input type="checkbox"/> Évaluation de l'état de préparation à la transition					Obligatoire pour les demandes adaptées à la transition. Recommandé pour tous les candidats, le cas échéant.
<input type="checkbox"/> Plans stratégiques nationaux				Les candidats intéressés par l'élaboration ou le renforcement de leurs plans stratégiques nationaux doivent prendre contact avec leur équipe de pays.	Tous les candidats doivent inclure, dans leur demande, des plans spécifiques au secteur de la santé et à la maladie visée par le financement.
<input type="checkbox"/> Tous les documents justificatifs référencés dans la demande de financement					Les candidats doivent joindre tous les documents mentionnés dans la demande de financement ou dans les annexes.
<input type="checkbox"/> Document type sur la gestion des produits de santé (anciennement dénommé « Liste	Document type général	Des instructions générales pour le tableau sont incluses dans chaque document type.	Les équipes de pays envoient le document type sur la gestion des produits de santé et les instructions aux candidats.		Obligatoire pour les candidats ayant introduit une demande de financement pour couvrir les
	Document type pour le VIH				

Élément		Instructions	Disponibilité	Orientation supplémentaire	Exigence selon le type de demande
des produits de santé »)	Document type pour le paludisme	Des directives détaillées sont disponibles sur le site Web.			frais de produits de santé ou les coûts de gestion associés.
	Document type pour la tuberculose				
<input type="checkbox"/> Liste des abréviations et annexes			Les candidats peuvent joindre une liste d'abréviations et des annexes sous tout type de format leur convenant. Un document type optionnel est disponible sur demande auprès de l'équipe de pays.		Obligatoire pour tous les candidats.

13. Guide des ressources liées au cycle de financement 2020-2022

La liste ci-après présente l'ensemble des documents, formations et supports établis par le Fonds mondial afin de faciliter l'établissement de demandes de financement. Elle a été actualisée le 1^{er} juin 2021.

Documents d'orientation et d'information (disponibles sur le site Web en cliquant sur : Financement et mise en œuvre, Demande de financement, Ressources pour les candidats, Informations sur le modèle de financement)

- [Manuel du candidat](#)⁸⁴
- [Manuel du cadre modulaire du Fonds mondial](#)⁸⁵
- [Directives relatives aux critères d'admissibilité 1 et 2 des instances de coordination nationale](#)⁸⁶
- Page Web et vidéo – [Accélérer le mouvement pour le dialogue au niveau du pays](#)⁸⁷
- [Suivi des demandes de financement 2020-2022](#)⁸⁸
- [Suivi des fonds de contrepartie 2020-2022](#)⁸⁹
- [Directives sur le processus d'examen des demandes de financement différenciées par le Comité technique d'examen des propositions](#)⁹⁰

Foire aux questions (disponibles sur le site Web en cliquant sur : Financement et mise en œuvre, Demande de financement, Ressources pour les candidats, Foires aux questions)

- [Foire aux questions pour le cycle de financement 2020-2022](#)⁹¹
- [Foire aux questions : Le Registre des demandes de qualité non financées](#)⁹²
- [Questions fréquemment posées sur les Fonds de contrepartie pour la période d'allocation 2020-2022](#)⁹³

Documents d'information de base (disponibles sur le site Web en cliquant sur : Financement et mise en œuvre, Demande de financement, Ressources pour les candidats, Notes d'information de base)

- [VIH](#)⁹⁴
- [Tuberculose](#)⁹⁵
- [Paludisme](#)⁹⁶
- [Établissement de systèmes résistants et pérennes pour la santé](#)⁹⁷

Documents types de candidatures et instructions (disponibles sur le site Web en cliquant sur : Financement et mise en œuvre, Solliciter un financement, Demandes de financement, Formulaires de demande de financement et Instructions)

⁸⁴ https://www.theglobalfund.org/media/5651/fundingmodel_applicanthandbook_guide_fr.pdf

⁸⁵ https://www.theglobalfund.org/media/8967/fundingmodel_modularframework_handbook_fr.pdf

⁸⁶ https://www.theglobalfund.org/media/8861/fundingrequest_cmeligibilityrequirements1-2_guidance_fr.pdf

⁸⁷ <https://www.theglobalfund.org/fr/funding-model/throughout-the-cycle/country-dialogue/>

⁸⁸ https://www.theglobalfund.org/media/9261/fundingmodel_2020-2022fundingrequeststatus_tracker_en.xlsx

⁸⁹ https://www.theglobalfund.org/media/9581/fundingmodel_2020-2022matchingfunds_tracker_en.xlsx

⁹⁰ https://www.theglobalfund.org/media/9552/trp_reviewapproachesdifferentiatedfundingrequests_report_en.pdf

⁹¹ https://www.theglobalfund.org/media/8991/fundingmodel_2020-2022cycle_faq_fr.pdf

⁹² https://www.theglobalfund.org/media/1556/core_uqd_faq_fr.pdf

⁹³ https://www.theglobalfund.org/media/10152/fundingmodel_2020-2022matchingfunds_faq_fr.pdf

⁹⁴ https://www.theglobalfund.org/media/8828/core_hiv_infonote_fr.pdf

⁹⁵ https://www.theglobalfund.org/media/8812/core_tuberculosis_infonote_fr.pdf

⁹⁶ https://www.theglobalfund.org/media/8872/core_malaria_infonote_fr.pdf

⁹⁷ https://www.theglobalfund.org/media/8831/core_resilientsustainablehealth_infonote_fr.pdf

- [Formulaire de demande de financement – examen complet](#)⁹⁸
- [Instructions relatives à la demande de financement – examen complet](#)⁹⁹
- [Formulaire de demande de financement – reconduction de programme](#)¹⁰⁰
- [Instructions relatives à la demande de financement – reconduction de programme](#)¹⁰¹
- [Formulaire de demande de financement – adapté aux portefeuilles ciblés](#)¹⁰²
- [Instructions relatives à la demande de financement – adaptées aux portefeuilles ciblés](#)¹⁰³
- [Formulaire de demande de financement – adapté aux plans stratégiques nationaux](#)¹⁰⁴
- [Instructions relatives à la demande de financement – adaptées aux plans stratégiques nationaux](#)¹⁰⁵
- [Formulaire de demande de financement – adapté à la transition](#)¹⁰⁶
- [Instructions relatives à la demande de financement – adaptées à la transition](#)¹⁰⁷
- [Tableau des lacunes programmatiques : VIH](#)¹⁰⁸
- [Tableau des lacunes programmatiques : paludisme](#)¹⁰⁹
- [Tableau des lacunes programmatiques : tuberculose](#)¹¹⁰
- [Tableau des lacunes programmatiques : coinfections tuberculose-VIH](#)¹¹¹
- [Tableau du paysage de financement](#)¹¹²
- [Instructions pour remplir le document type du budget détaillé](#)¹¹³
- [Document type de gestion des produits de santé](#)¹¹⁴
- [Document type de gestion des produits de santé : VIH](#)¹¹⁵
- [Document type de gestion des produits de santé : paludisme](#)¹¹⁶
- [Document type de gestion des produits de santé : tuberculose](#)¹¹⁷
- [Document type de gestion des produits de santé : consignes d'utilisation](#)¹¹⁸
- [Instructions concernant la schématisation des modalités de mise en œuvre](#)¹¹⁹
- [Formulaire d'approbation de demande de financement par les membres de l'instance de coordination nationale](#)¹²⁰
- [Modèle de déclaration de conformité des instances de coordination nationale](#)¹²¹
- [Directives relatives aux critères d'admissibilité 1 et 2 des instances de coordination nationale](#)¹²²
- [Modèle : Engagement des pouvoirs publics relatif au cofinancement des programmes soutenus par le Fonds mondial](#)¹²³

⁹⁸ https://www.theglobalfund.org/media/8856/fundingrequest_fullreview_template_fr.pdf

⁹⁹ https://www.theglobalfund.org/media/8839/fundingrequest_fullreview_instructions_fr.pdf

¹⁰⁰ https://www.theglobalfund.org/media/8858/fundingrequest_programcontinuation_template_fr.pdf

¹⁰¹ https://www.theglobalfund.org/media/8841/fundingrequest_programcontinuation_instructions_fr.pdf

¹⁰² https://www.theglobalfund.org/media/8855/fundingrequest_focusedportfolio_template_fr.pdf

¹⁰³ https://www.theglobalfund.org/media/8838/fundingrequest_focusedportfolio_instructions_fr.pdf

¹⁰⁴ https://www.theglobalfund.org/media/8857/fundingrequest_nsp_template_fr.pdf

¹⁰⁵ https://www.theglobalfund.org/media/8840/fundingrequest_nsp_instructions_fr.pdf

¹⁰⁶ https://www.theglobalfund.org/media/8859/fundingrequest_transition_template_fr.pdf

¹⁰⁷ https://www.theglobalfund.org/media/8842/fundingrequest_transition_instructions_fr.pdf

¹⁰⁸ https://www.theglobalfund.org/media/5709/fundingrequest_programmaticgap-hiv_table_aa.xlsx

¹⁰⁹ https://www.theglobalfund.org/media/5705/fundingrequest_programmaticgap-malaria_table_aa.xlsx

¹¹⁰ https://www.theglobalfund.org/media/5707/fundingrequest_programmaticgap-tb_table_aa.xlsx

¹¹¹ https://www.theglobalfund.org/media/5708/fundingrequest_programmaticgap-tb-hiv_table_aa.xlsx

¹¹² https://www.theglobalfund.org/media/5747/fundingrequest_fundinglandscape_table_aa.xlsx

¹¹³ https://www.theglobalfund.org/media/9749/fundingmodel_detailedbudgettemplate_instructions_fr.pdf

¹¹⁴ https://www.theglobalfund.org/media/9678/fundingmodel_healthproductmanagement_template_en.xlsx

¹¹⁵ https://www.theglobalfund.org/media/9679/fundingmodel_healthproductmanagementhiv_template_en.xlsx

¹¹⁶ https://www.theglobalfund.org/media/9680/fundingmodel_healthproductmanagementmalaria_template_en.xlsx

¹¹⁷ https://www.theglobalfund.org/media/9676/fundingmodel_healthproductmanagementtb_template_en.xlsx

¹¹⁸ https://www.theglobalfund.org/media/10142/fundingmodel_healthproductmanagement_guidelines_fr.pdf

¹¹⁹ https://www.theglobalfund.org/media/7023/fundingmodel_implementationmapping_guidelines_fr.pdf

¹²⁰ https://www.theglobalfund.org/media/4775/fundingrequest_ccmendorsement_form_en.xlsx

¹²¹ https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=Web&cd=&ved=2ahUKEwiKlsCjkJrxAhUfRTABHVaQAPcQFjAAegQIAxAD&url=https%3A%2F%2Fwww.theglobalfund.org%2Fmedia%2F8865%2Ffundingrequest_ccm_statementcompliance_fr.docx&usg=AOvVaw1S1LdZMPM197Ztq70334W1

¹²² https://www.theglobalfund.org/media/8861/fundingrequest_ccmeligibilityrequirements1-2_guidance_fr.pdf

¹²³ https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=Web&cd=&ved=2ahUKEwiV7ZrmoprxAhVeTjABHQqA4UQFjAAegQIAxAD&url=https%3A%2F%2Fwww.theglobalfund.org%2Fmedia%2F8895%2Ffundingrequest_co-financingcommitment_template_fr.docx%3Fu%3D637190998090000000&usg=AOvVaw1bEisWeTfrj8-hAhiOdQZY

Notes d'information techniques (disponibles sur le site Web en cliquant sur : Financement et mise en œuvre, Demande de financement, Ressources pour les candidats, Notes d'information techniques)

- [Traiter le VIH et la tuberculose dans les prisons, les établissements de détention provisoire et autres lieux de privation de liberté](#)¹²⁴
- [Note d'information technique : renforcement des systèmes communautaires](#)¹²⁵
- [Note d'information technique sur les inégalités de genre](#)¹²⁶
- [Note d'orientation pour l'élaboration d'une demande de financement portant sur les systèmes résistants et pérennes pour la santé](#)¹²⁷
- [Note d'orientation sur les fonds de contrepartie – Consolidés \(prévention du VIH, tuberculose, droits humains et sciences des données\)](#)¹²⁸
- [Note d'orientation : Fonds de contrepartie – Tuberculose](#)¹²⁹
- [Note d'information technique sur la réduction des méfaits pour les consommateurs de drogues](#)¹³⁰
- [Notre d'orientation : Programmation des interventions axées sur les droits de l'Homme et les questions de genre dans les contextes d'intervention difficiles](#)¹³¹
- [Note d'information technique sur le VIH, les droits humains et l'égalité de genre](#)¹³²
- [Note d'information technique – Programme de lutte contre le VIH pour les adolescentes et jeunes femmes dans les contextes à forte prévalence de VIH](#)¹³³
- [Note technique : Chaînes d'approvisionnement dans les pays](#)¹³⁴
- [Note d'information technique : Renforcement des systèmes de laboratoires](#)¹³⁵
- [Note d'information technique sur le paludisme, le genre et les droits humains](#)¹³⁶
- [Note d'information technique sur la gestion des cas de paludisme dans le secteur privé](#)¹³⁷
(en anglais)
- [Programmation à l'échelle avec les travailleur\(se\)s du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les consommateurs de drogues injectables et les personnes en prison et dans d'autres milieux fermés](#)¹³⁸
- [Note d'information technique : Appui stratégique pour les ressources humaines pour la santé](#)¹³⁹
- [Note d'information technique : Appui stratégique aux interventions en faveur de la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente \(SRMNIA\)](#)¹⁴⁰
- [Renforcement des systèmes de réglementation pour une gestion efficace de produits de santé de qualité](#)¹⁴¹
- [Pour une gestion durable des déchets médicaux – Note d'information technique](#)¹⁴²
- [Note d'orientation sur la pérennité, la transition et le cofinancement](#)¹⁴³
- [Note d'information technique – Tuberculose, genre et droits humains](#)¹⁴⁴

¹²⁴ https://www.theglobalfund.org/media/10001/core_prisonspretrialdetentionotherclosedsettings_technicalbrief_fr.pdf

¹²⁵ https://www.theglobalfund.org/media/6904/core_communitysystems_technicalbrief_fr.pdf

¹²⁶ https://www.theglobalfund.org/media/5720/core_gender_infonote_fr.pdf

¹²⁷ https://www.theglobalfund.org/media/9388/core_rsshfundrequest_infonote_fr.pdf

¹²⁸ https://www.theglobalfund.org/media/9433/fundingmodel_2020-2022matchingfunds_guidance_fr.pdf

¹²⁹ https://www.theglobalfund.org/media/9432/fundingmodel_2020-2022matchingfundstb_guidance_fr.pdf

¹³⁰ https://www.theglobalfund.org/media/6207/core_harmreduction_infonote_fr.pdf

¹³¹ https://www.theglobalfund.org/media/6478/fundingmodel_humanrightsgenderchallengingoperatingenvironments_guidance_fr.pdf

¹³² https://www.theglobalfund.org/media/6575/core_hivhumanrightsgenderequality_technicalbrief_fr.pdf

¹³³ https://www.theglobalfund.org/media/4573/core_adolescentgirlsandyoungwomen_technicalbrief_fr.pdf

¹³⁴ https://www.theglobalfund.org/media/9234/core_supplychains_technicalbrief_en.pdf

¹³⁵ https://www.theglobalfund.org/media/9028/core_laboratorysystemsstrengthening_technicalbrief_fr.pdf

¹³⁶ https://www.theglobalfund.org/media/5529/core_malariagenderhumanrights_technicalbrief_fr.pdf

¹³⁷ https://www.theglobalfund.org/media/5722/core_malariaprivatesector_technicalbrief_en.pdf

¹³⁸ https://www.theglobalfund.org/media/6301/core_keypopulations_technicalbrief_fr.pdf

¹³⁹ https://www.theglobalfund.org/media/9027/core_humanresourcesforhealth_technicalbrief_fr.pdf

¹⁴⁰ https://www.theglobalfund.org/media/9029/core_reproductivematernalnewbornchildadolescenthealth_technicalbrief_fr.pdf

¹⁴¹ https://www.theglobalfund.org/media/8964/core_regulatorysystemsprocurementsupplymanagementhealthproducts_technicalbrief_fr.pdf

¹⁴² https://www.theglobalfund.org/media/9485/core_healthcarewastemanagement_technicalbrief_fr.pdf

¹⁴³ https://www.theglobalfund.org/media/6677/core_sustainabilityandtransition_guidancenote_fr.pdf

¹⁴⁴ https://www.theglobalfund.org/media/6523/core_tbhumanrightsgenderequality_technicalbrief_fr.pdf

- [Note d'information technique sur l'optimisation des ressources](#)¹⁴⁵

Études de cas et examens thématiques

- [Factors that Contribute to Favourable MDR-TB Treatment Outcomes in Eastern Europe/Central Asia](#)¹⁴⁶
- [Demandes de financement – Études de cas](#)¹⁴⁷
- [Notre engagement : Portraits d'une mobilisation communautaire efficace dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#)¹⁴⁸
- [Integración del programa de VIH al sistema de salud en Latinoamérica y el Caribe: República Dominicana](#)¹⁴⁹
- [Integrated Community Case Management in Sub-Saharan Africa: Successes and Challenges with Access, Speed and Quality](#)¹⁵⁰
- [Integration of HIV Programming in the Latin America and Caribbean Region: Jamaica](#)¹⁵¹
- [Expériences pays : Le dialogue au niveau du pays – Niger, Madagascar, Sénégal et Mauritanie](#)¹⁵²
- [PMTCT and Early Infant Diagnosis Thematic Review](#)¹⁵³
- [Program Quality and Efficiency Case Study: Tanzania](#)¹⁵⁴
- [Thematic Review on Community Health](#)¹⁵⁵
- [Thematic Review: Understanding the Health Financing Landscape and Documenting of the Types of User Fees \(Formal and Informal\) Affecting Access to HIV, TB and Malaria Services in West and Central Africa](#)¹⁵⁶
- [Global Fund Thematic Review on Community Health – Synthesis Report](#)¹⁵⁷

Meilleures pratiques

- [Assessment and Best Practices of Joint TB and HIV Applications](#)¹⁵⁸
- [Bonnes pratiques de dépistage et de traitement de la tuberculose –Afrique occidentale et centrale](#)¹⁵⁹
- [Findings from the 2020-2022 Funding Cycle Applicant Survey: All 2020 TRP Review Windows \(1,2,3\)](#)¹⁶⁰
- [Global Summary of Findings of an Assessment of HIV Services Packages for Key Populations in Six Regions](#)¹⁶¹

Formations en ligne

Toutes les formations en ligne sont offertes sur [iLearn](#)¹⁶², sous « [2020-2022 Funding Cycle eLearnings](#)¹⁶³ ». iLearn est accessible depuis le site Web en cliquant sur « Bibliothèque », « iLearn, formation en ligne ». Remarque : vous devez être inscrit et connecté pour y accéder.

- 5 choses à savoir... sur ce qui change au moment de solliciter un financement pour la prochaine période d'allocation

¹⁴⁵ https://www.theglobalfund.org/media/9351/core_valueformoney_technicalbrief_fr.pdf

¹⁴⁶ https://www.theglobalfund.org/media/9752/core_mdr-tbtreatmentoutcomeseasterneuropecentralasia_review_en.pdf

¹⁴⁷ https://www.theglobalfund.org/media/7295/fundingmodel_2017-2019fundingrequest_casestudies_fr.pdf

¹⁴⁸ https://www.theglobalfund.org/media/5677/publication_howweengage_report_fr.pdf

¹⁴⁹ https://www.theglobalfund.org/media/10129/core_eurohealthgroupintegrationhivprogrammingdominicanrepublic_review_es.pdf

¹⁵⁰ https://www.theglobalfund.org/media/9754/core_integratedcommunitycasemanagementsub-saharanafrica_review_en.pdf

¹⁵¹ https://www.theglobalfund.org/media/10126/core_eurohealthgroupintegrationhivprogrammingjamaica_review_en.pdf

¹⁵² https://www.theglobalfund.org/media/6215/ccm_countrydialogue_casestudy_fr.pdf

¹⁵³ https://www.theglobalfund.org/media/10170/core_pmtctearlyinfantdiagnosis_review_en.pdf

¹⁵⁴ https://www.theglobalfund.org/media/8272/core_pqe-in-tanzania_casestudy_en.pdf

¹⁵⁵ https://www.theglobalfund.org/media/10128/core_endasantecommunityhealthsynthesis_review_en.pdf

¹⁵⁶ https://www.theglobalfund.org/media/10127/core_icfhealthfinancinglandscapewestandcentralafrica_review_en.pdf

¹⁵⁷ https://www.theglobalfund.org/media/10501/communityhealth_generalthematicreview_report_en.pdf

¹⁵⁸ https://www.theglobalfund.org/media/8811/core_jointtbhivapplications_report_en.pdf

¹⁵⁹ https://www.theglobalfund.org/media/8274/core_wca-tb-best-practices_technicalbrief_fr.pdf

¹⁶⁰ https://www.theglobalfund.org/media/10509/fundingmodel_2020applicantssurvey_summary_en.pdf

¹⁶¹ https://www.theglobalfund.org/media/9753/core_hivservicesforkeypopulationssixregions_review_en.pdf

¹⁶² <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

¹⁶³ <https://theglobalfund.csod.com/catalog/CustomPage.aspx?id=20000485>

- Vue d'ensemble sur le cycle de financement et le processus de candidature
- Élaboration d'une demande de financement selon la démarche adaptée aux plans stratégiques nationaux
- Élaboration d'une demande de financement selon la démarche adaptée à l'examen complet
- Élaboration d'une demande de financement selon la démarche adaptée à la reconduction du programme
- Élaboration d'une demande de financement selon la démarche adaptée à la transition
- Élaboration d'une demande de financement selon la démarche adaptée aux portefeuilles ciblés
- Dialogue inclusif au niveau des pays
- Comprendre les notions de pérennité et de transition
- Remplir le tableau relatif au paysage de financement
- Remplir le tableau des déficits programmatiques
- Remplir le document type du budget
- Remplir le cadre de résultats

Webinaires enregistrés et diaporamas :

Les webinaires et diaporamas sont disponibles sur la plateforme [iLearn](#)¹⁶⁴, dans le menu [Webinars](#)¹⁶⁵.

Remarque : Les utilisateurs doivent s'inscrire et se connecter pour y accéder.

- What's New and Different for the 2020-2022 Allocation Period
- Overview of the 2020-2022 Allocations
- 2020-2022 Catalytic Multicountry Request for Proposals
- An Overview of the Application Process
- Full Review Application Approach
- Program Continuation Application Approach
- Tailored for Transition and Tailored for Focused Portfolios Application Approaches
- Tailored for National Strategic Plans Application Approach
- Overview of the Budget and Performance Framework Templates
- Matching Funds in the 2020-2022 Allocation Period
- Value for Money in the 2020-2022 Allocation Period
- Sustainability, Transition & Co-financing Guidance Note

¹⁶⁴ <https://www.theglobalfund.org/fr/ilearn/>

¹⁶⁵ https://theglobalfund.csod.com/catalog/CustomPage.aspx?id=20000502&tab_page_id=20000502